

# PLANS DE RELANCE EUROPEENS

---

Étude des opportunités business en  
lien avec les volets transition  
écologique des plans

---

**Note de synthèse**

Avril

2022



FAITS & CHIFFRES

## REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier les personnes suivantes pour leurs contributions dans la réalisation de cette étude :

Geoffrey ABECASSIS - ADEME  
Isabelle SANNIE - ADEME  
Marie D'ADESKY - ADEME  
Mathieu WELLHOFF - ADEME

Nous remercions également les entreprises membres du Club ADEME International (Compte.R, Instant System, Mission Internationale, Sakowin, Séché Environnement et Simpliciti) pour leurs participations actives dans les travaux de cadrage de cette étude.

## CITATION DE CE RAPPORT

Robin VILLIES (Club ADEME International), Olivier CHAZAL (Club ADEME International), Sami GHARDADDOU (Yélé Consulting), Nathan GRENIER-BELLEGRARDE (Yélé Consulting) : **Etudes des plans de relance européens** – Paris, Avril 2022.

Cet ouvrage est disponible en ligne <https://librairie.ademe.fr/>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

### **Ce document est diffusé par l'ADEME**

#### **ADEME**

20, avenue du Grésillé  
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2021MA000341

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : Yélé Consulting

Coordination technique - ADEME : Robin VILLIES

Direction/Service : Club ADEME International

# SOMMAIRE

<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>2. ORGANISATION DE LA RELANCE EUROPEENNE .....</b>	<b>5</b>
2.1. Le Cadre Financier Pluriannuel.....	6
2.2. L'instrument de relance NextGenerationEU .....	6
2.3. Structure et mise en œuvre des plans de relance nationaux.....	8
<b>3. ANALYSE THEMATIQUE DES FONDS RRF DES PLANS DE RELANCE EUROPEENS .....</b>	<b>9</b>
3.1. Méthodologie .....	9
3.2. Allocation des fonds RRF .....	10
3.3. Focus thématiques.....	13
3.3.1. Mobilités durables .....	13
3.3.2. Rénovation énergétique.....	13
3.3.3. Développement des énergies renouvelables.....	14
3.3.5. Hydrogène renouvelable et bas-carbone.....	15
3.3.6. Economie circulaire .....	15
<b>4. FICHES DE SYNTHESE DES PLANS DE RELANCE.....</b>	<b>16</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>17</b>
<b>INDEX DES TABLEAUX ET FIGURES.....</b>	<b>18</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES .....</b>	<b>19</b>

# 1. Introduction

---

La pandémie de COVID-19 a freiné les économies des pays européens et a provoqué une crise historique partout en Europe. Eurostat estime la chute du taux de croissance du PIB à -5,9% en 2020 sur l'ensemble des pays de l'Union Européenne (UE). Cependant, l'impact de la crise a été inégal selon les pays, dont certains ont été significativement plus touchés que d'autres. A titre d'exemple, l'Espagne et l'Italie ont enregistré en 2020 une baisse du PIB de l'ordre de 10%, contre moins de 5% pour l'Allemagne et le Danemark<sup>1</sup>. De ce fait, la relance de l'économie européenne et la conservation de l'emploi sont devenues la priorité majeure pour l'ensemble des pays.

Par ailleurs, dans un contexte de crise climatique venant s'ajouter à la crise sanitaire, l'UE s'est fixée en décembre 2020 des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Ces réductions doivent impliquer une transformation en profondeur de l'économie européenne, mais également stimuler une croissance durable, ayant pour corollaire la création d'emplois et le bien-être des citoyens européens<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, et pour répondre aux besoins de relance économique et de transition écologique, l'UE a décidé de mobiliser 2018 Md€, sur la période de 2021-2027, répartis entre les 27 États membres de l'UE. 807 Md€ de ce budget total ont été débloqués pour accélérer la relance à court-terme, via l'instrument de relance NextGenerationEU<sup>3</sup>. Les États membres ont dû élaborer et soumettre à l'UE - avant le 30 avril 2021 - des plans de relance décrivant les stratégies et priorités de mise en œuvre des fonds alloués, déclinés sous forme de réformes et d'investissements. Pour accepter un plan de relance national, l'UE exige qu'un minimum de 37% des aides soient dédiées à la transition écologique.

Ces investissements dans la transition écologique représentent des opportunités business pour les éco-entreprises françaises disposant de stratégies de développement à l'international. En effet, ces fonds sont souvent synonymes d'appels à projets dans divers secteurs tels que la rénovation énergétique, l'hydrogène ou encore l'économie circulaire, présentant ainsi une véritable opportunité de développement à l'international.

Cette étude a pour objectif d'analyser le volet transition écologique de 8 plans de relance européens, afin de mettre en lumière les opportunités business offertes aux éco-entreprises françaises et les modalités d'accès. Les pays analysés sont les suivants : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Luxembourg et Portugal. Ces derniers sont parmi les principaux partenaires commerciaux de la France, en Europe<sup>4</sup>. À noter que les plans de relance de 2 autres pays (la Roumanie et la Grèce) ont également été identifiés comme intéressants pour les éco-entreprises françaises, mais n'ont pas été intégrés au périmètre de cette étude.

---

<sup>1</sup> Eurostat. « Taux de croissance du PIB réel - en volume ». Consulté le 12 janvier 2022.

<https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tec00115/default/table?lang=fr>

<sup>2</sup> Conseil de l'UE. « Changement climatique : ce que fait l'UE ». Consulté le 12 janvier 2022.

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/>

<sup>3</sup> European Commission. "The EU's 2021-2027 long-term Budget and NextGenerationEU | Facts and Figures". 2021

<sup>4</sup> INSEE. « Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation | Insee ». Consulté le 12 janvier 2022.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381428>

La première partie de l'étude détaillera les mécanismes financiers et les politiques mises en place par l'Europe pour soutenir la relance des différents pays européens. Ensuite, une analyse thématique (mobilité durable, hydrogène, etc.) sera réalisée afin d'identifier et d'analyser les priorités des différents pays entre les secteurs de la transition écologique. Enfin, des fiches synthétiques, détaillant les spécificités et les opportunités de chacun des plans de relance étudiés, seront présentées.

## 2. Organisation de la relance européenne

---

Pour soutenir les différents pays fragilisés par la crise du COVID-19, l'Union Européenne a mis en place un ensemble de mesures financières d'un montant de 2018 milliards d'euros pour relancer l'économie et répondre aux priorités à long terme de l'UE.

Ces fonds combinés associent :

- Le **Cadre Financier Pluriannuel (CFP)**, avec un budget de **1211 Md€ à long terme**. Il s'agit d'un dispositif habituel qui n'est pas lié à la relance post COVID, ayant pour vocation de cadrer et d'organiser les dépenses selon les priorités stratégiques de l'UE. Cependant, pour la période 2021-2027, les priorités et les fonds de ce dispositif ont été consolidés pour prendre en compte la crise du COVID.
- Le dispositif **NextGenerationEU (NGEU)**, un instrument de relance inédit, doté d'un montant de **807 Md€ à court terme<sup>5</sup>** pour soutenir en priorité la reprise économique européenne post COVID.

L'ensemble de ces fonds va permettre de faire face aux impacts socio-économiques de la pandémie du COVID-19, avec comme priorités le soutien au pacte vert pour l'Europe, la transformation numérique et la résilience de l'économie.

En particulier, l'allocation de ces fonds doit se faire en cohérence avec les objectifs climatiques de neutralité carbone de l'UE à l'horizon 2050 et avec l'Accord de Paris. Ainsi, **30% des montants au titre du CFP et de NGEU seront destinés à des projets liés au climat.**

---

<sup>5</sup> Ces chiffres sont en prix courants. Ils s'élèvent à 1134 Md€ pour le CFP et à 750 Md€ pour NGEU aux prix de 2018.

En milliards d'euros (prix de 2021)

 Catégorie budgétaire avec des fonds alloués à la transition écologique

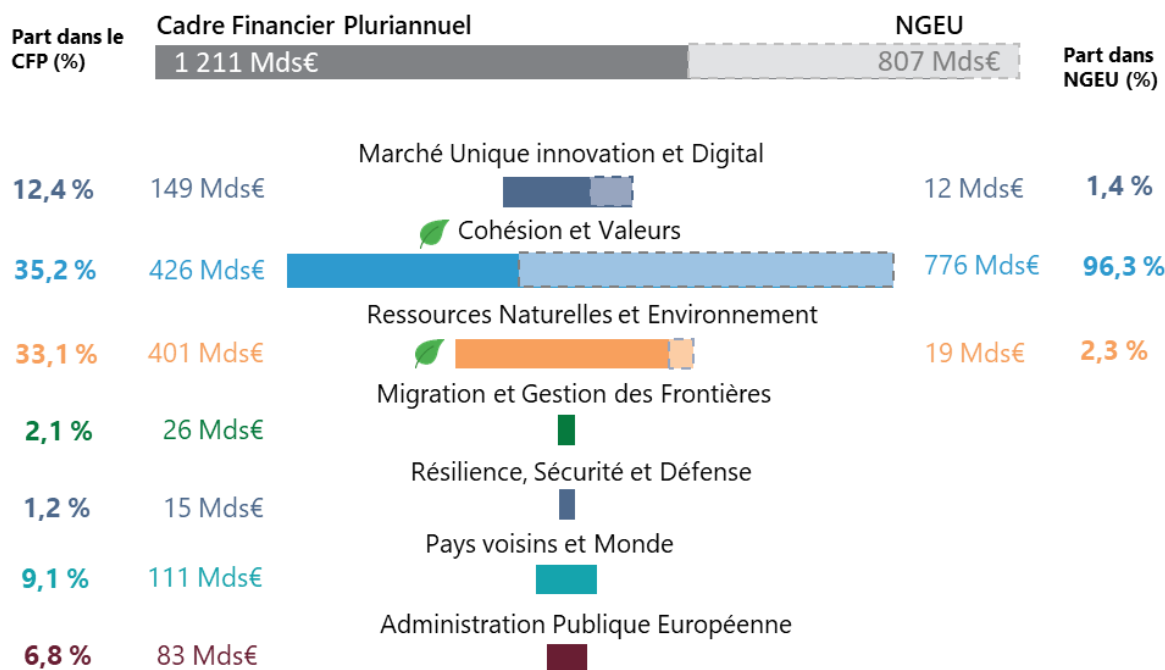


Figure 1 - Allocation des fonds du CFP et de NextGenerationEU

## 2.1. Le Cadre Financier Pluriannuel

Doté d'un budget de 1211 Md€, ce dispositif sera étalé sur la période 2021-2027, et permettra de financer les 7 catégories budgétaires détaillées ci-dessus. Ces domaines de dépenses correspondent à des priorités politiques en lien avec les objectifs de l'UE. À noter que le budget du CFP 2021-2027 se distingue des précédents par l'émergence d'une nouvelle priorité stratégique de l'UE - la transition écologique - qui est financée à travers les catégories « Cohésion et Valeurs » et « Ressources Naturelles et Environnement ». Comme précisé plus haut, le CFP est un mécanisme ordinaire non spécifique à la relance post-covid, même s'il a été organisé pour y contribuer en partie.

Le CFP repose sur plusieurs sources de financement : les droits de douanes sur les imports, une contribution des États membres basée sur le revenu national brut, une ressource propre fondée sur l'assiette TVA collectée par chaque État membre, des prélèvements calculés sur la base du poids des déchets d'emballages en plastique non recyclés, etc.

## 2.2. L'instrument de relance NextGenerationEU

Contrairement au CFP, NextGenerationEU est un instrument de relance exceptionnel, dont la majorité des fonds sera déboursée à court terme pour accélérer la relance économique européenne, tout en soutenant les priorités écologiques et numériques de l'UE. Étant un dispositif complémentaire au CFP, les fonds de NGEU s'inscrivent dans les mêmes catégories budgétaires que ce dernier (voir Figure 1). La quasi-totalité des fonds (96%) alimente l'axe « Cohésion et Valeurs », promouvant entre autres la transition écologique et la résilience de l'EU.

À noter que le montant total sera emprunté sur les marchés financiers et remboursé sur une période s'étalant jusqu'à 2058.

L'instrument de relance NGEU permettra de transférer :

- **724 Md€** au programme **Recovery and Resilience Facility (RRF)**, qui consiste en une aide financière sous forme de subventions (338 Md€) et de prêts (386 Md€) visant à soutenir les investissements publics dans les secteurs prioritaires tels que la transition écologique et le digital. Les subventions sont réparties entre les pays selon des critères incluant le PIB, le taux de chômage ou encore l'impact de la pandémie. Les différents montants accordés sont listés ci-dessous.
- **83 Md€** au titre d'autres programmes de l'UE, tels que React-EU, Horizon Europe, InvestEU, Just Transition Fund, etc. Ces programmes ne font pas partie du périmètre de cette étude.

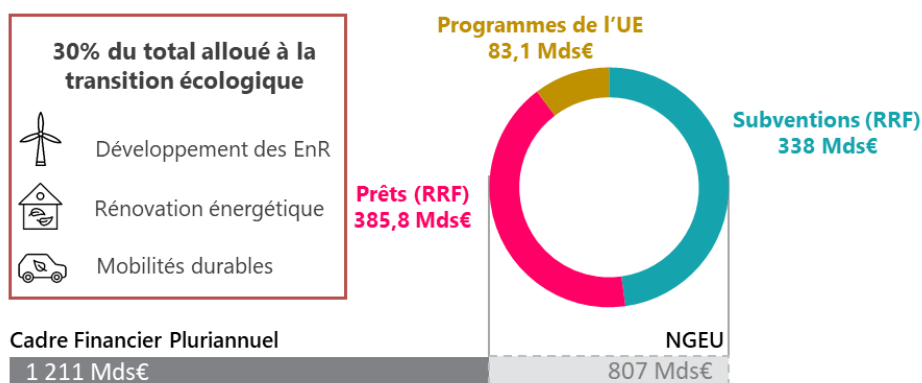


Figure 2 - Instrument de relance NextGenerationEU


L'octroi des subventions et des prêts RRF aux États membres est **conditionné par la soumission d'un plan de relance national** indiquant précisément les réformes et les investissements à mettre en œuvre au niveau du pays. Ces plans de relance ont dû être soumis à la Commission Européenne (CE) **avant le 30 avril 2021**, et devaient remplir certains critères de validité, notamment le critère d'un minimum de **37% des fonds alloués à la transition écologique et 20% à la transition numérique**.

À noter qu'une fois le plan de relance accepté par la CE, les États reçoivent un « préfinancement » représentant jusqu'à 13% du montant RRF qui leur est alloué. Pour percevoir les fonds restants, chaque pays devra régulièrement en faire la demande à la CE, qui déblocquera progressivement les fonds en fonction de l'accomplissement des objectifs prédéfinis.

#### Périmètre de l'étude

Cette étude porte sur l'analyse et la comparaison des **fonds RRF** de l'instrument NextGenerationEU accordés aux différents pays de l'UE.

Le tableau ci-dessous détaille la répartition du dispositif RRF selon les différents États membres de l'Union Européenne. Au moment de la réalisation de cette étude, et pour des raisons différentes, trois pays de l'UE n'ont toujours pas eu de plan de relance soumis ou valide : il s'agit des Pays-Bas, de la Pologne et de la Suède.

Pays	Subventions RRF (Md€)	Prêts RRF (Md€)	Part TE 
Belgique	5,9	-	50%
Bulgarie	6,3	-	-
Rep. Tchèque	7	-	42%
Danemark	1,5	-	59%
Allemagne	25,6	-	42%
Estonie	0,97	-	41,5%
Irlande	0,99	-	42%
Grèce	17,8	12,7	37,5%
Espagne	69,5	-	40%
France	39,4	-	46%
Croatie	6,3	-	40%
Italie	68,9	122,6	37%
Chypre	1	0,2	41%
Lettonie	1,8	-	38%


Pays	Subventions RRF (Md€)	Prêts RRF (Md€)	Part TE 
Lituanie	2,2	-	37,8%
Luxembourg	0,093	-	61%
Hongrie	7,2	-	
Malte	0,32	-	53,8%
Pays-Bas	-	-	-
Autriche	3,5	-	59%
Pologne	-	-	-
Portugal	13,9	2,7	38%
Roumanie	14,2	14,9	41%
Slovénie	1,8	0,7	42%
Slovaquie	6,3	-	43%
Finlande	2,1	-	50%
Suède	-	-	-

Tableau 1 : Répartition des fonds RRF pour l'ensemble des pays de l'UE

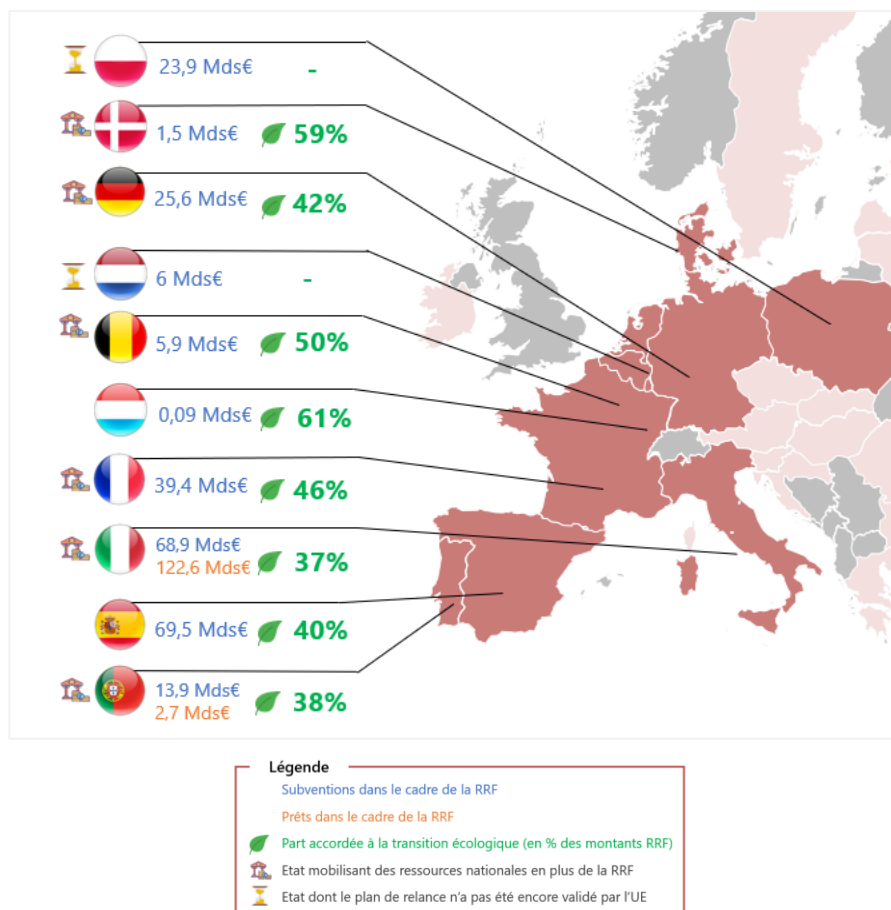


Figure 3 : Périmètre des pays étudiés et fonds RRF associés

### 2.3. Structure et mise en œuvre des plans de relance nationaux

La quasi-totalité des États membres ont donc soumis un plan de relance national intégrant les fonds alloués par l'UE dans le cadre du mécanisme RRF. La Commission



Européenne a ensuite procédé à la validation des documents et au versement des subventions.

Il est important de noter que si tous les plans de relance soumis et validés bénéficient de financement au titre de la RRF, tous ne reposent pas exclusivement sur cette source et certains -comme le plan français ou allemand - mobilisent des **fonds nationaux complémentaires**. Les informations sur l'organisation et l'allocation des fonds nationaux n'étant pas toujours disponibles, la comparaison des plans de relance prend comme référence unique la répartition des fonds RRF entre les différents secteurs de la transition écologique. Les budgets nationaux abondés par chaque pays sont tout de même renseignés à titre informatif sur chacune des fiches pays (voir partie 4).

Les plans de relance européens sont structurés de la même manière, et comprennent des **grands axes thématiques qui se déclinent en réformes et en investissements**. Pour prendre l'exemple du plan belge, on retrouve une composante « Verdir le transport routier » qui se décline en réformes visant à favoriser l'achat de véhicules électriques, et en investissements concrets dans des infrastructures de recharge. Chaque réforme et investissement est décrit par des objectifs, des modalités de mise en œuvre concrète, les entités ciblées ou encore le calendrier de déploiement.

**Cette étude se concentre sur les investissements contenus dans les plans de relance RRF.** Dans les faits, les budgets des investissements sont confiés aux institutions nationales compétentes (comme l'ADEME ou Bpifrance pour le cas français) qui lancent des appels à projets (AAP) éligibles pour plusieurs acteurs publics et privés. Ces AAP représentent donc de véritables opportunités business pour les éco-entreprises françaises afin de développer leurs activités à l'étranger.

L'organisation de ces AAP varie d'un pays à un autre et l'information n'est pas toujours présente de manière claire et centralisée dans les plans de relance. Ainsi, l'un des objectifs de cette étude est de **fournir une vision synthétique des différents AAP** et de **simplifier l'identification des opportunités business** dans les différents secteurs de la transition écologique.

## 3. Analyse thématique des fonds RRF des plans de relance européens

---

### 3.1. Méthodologie

Afin de réaliser une comparaison thématique des plans, il a été choisi de répartir les différents investissements dans la transition écologique selon les catégories suivantes :

- Mobilités durables ;
- Rénovation énergétique et construction durable ;
- Hydrogène renouvelable, gaz vert et CCUS ;
- Économie circulaire ;
- Énergies renouvelables ;

- **Décarbonation de l'industrie ;**
- Une catégorie « **Autres** », rassemblant des investissements spécifiques à chaque pays (e.g. investissement dans la protection de l'environnement marin), qui ne peuvent pas être classés dans des catégories dédiées et comparées entre les différents plans.

Comme précisé précédemment, l'analyse comparative des plans de relance se base uniquement sur les fonds alloués dans le cadre du mécanisme RRF. La non-prise en compte des fonds nationaux pourrait donc introduire un léger biais dans la quantification des gisements business. Cependant, à l'exception de la France et de l'Allemagne, les niveaux d'abondement nationaux restent limités et ne font pas changer les conclusions de cette étude.

Pour les différents plans de relance, la CE a évalué, en **pourcentage, la contribution de chaque investissement à la transition écologique**. La somme des investissements pondérés par ces pourcentages permet de déterminer le montant total alloué à la transition écologique. Cet indicateur a été calculé pour chacun des plans de relance étudiés.

#### **Source et exhaustivité des données de l'étude**

Le principal objectif de cette étude est de disposer d'un panorama des différentes thématiques financées par les plans de relance européens, et d'apporter une aide à la décision quant aux opportunités offertes aux éco-entreprises françaises.

De ce fait, les différentes données de cette étude sont récoltées de sources multiples, et leur exhaustivité et leur précision dépendent de l'état des bases de données au moment de la réalisation de l'étude. Cette limite doit donc être considérée dans l'analyse des résultats.

### **3.2.Allocation des fonds RRF**

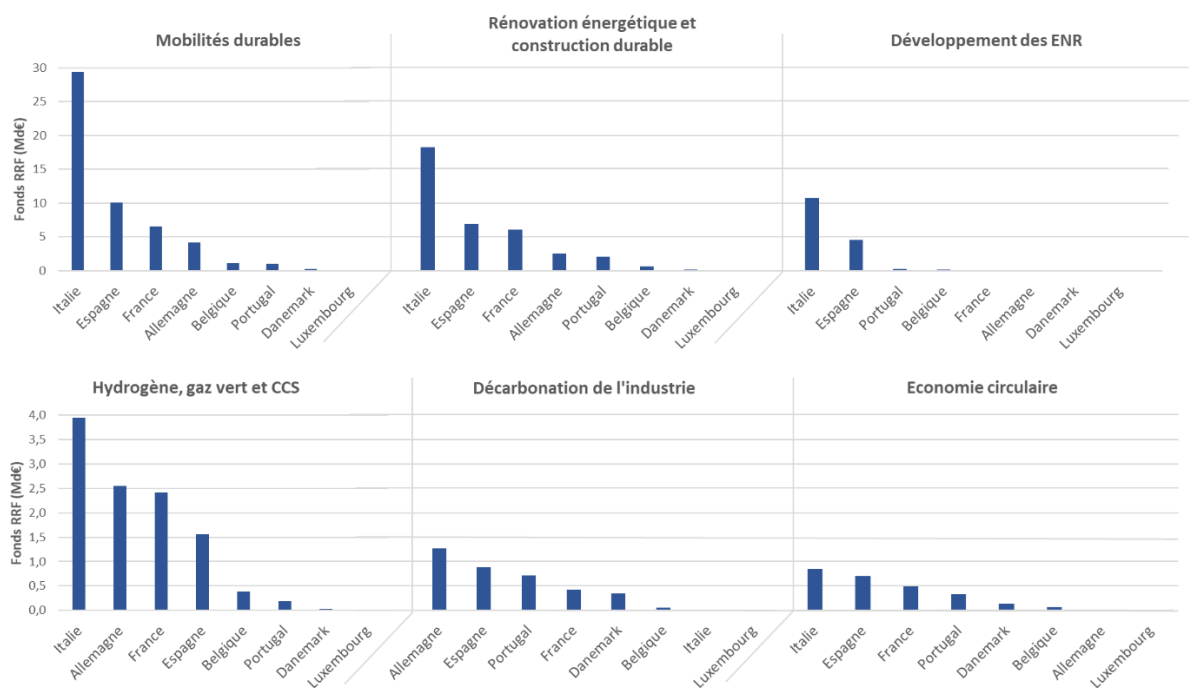


Figure 4 : Répartition des montants absolus RRF entre les secteurs de la transition écologique

L'analyse de la répartition des fonds RRF entre les différents secteurs de la transition écologique permet de tirer les premiers enseignements suivants :

- Ce sont l'Italie, l'Espagne et la France qui disposent des fonds les plus importants dans le cadre du RRF. En effet, le montant des aides allouées est calculé en fonction de plusieurs critères, dont la taille de la population, le taux de chômage, l'inverse du PIB/habitant et l'impact de la crise du COVID. C'est en particulier ce dernier critère qui explique les montants importants accordés à l'Italie, loin devant les autres pays de l'UE ;
- Les mobilités durables et la rénovation énergétique sont les deux secteurs qui ont bénéficié des budgets RRF les plus importants, tandis que d'autres secteurs comme l'économie circulaire ou la décarbonation de l'industrie ont été relativement faiblement financés ;
- Les fonds RRF alloués au développement de l'hydrogène restent faibles comparativement aux fonds alloués à cette thématique par les stratégies nationales annoncées récemment par plusieurs pays européens. En effet, ces stratégies sont généralement alimentées par des budgets complémentaires, notamment nationaux, qui viennent renforcer les ambitions de certains pays à développer cette filière émergente.

En plus des montants alloués aux différents secteurs, l'identification des opportunités business doit prendre en compte le calendrier de mise en œuvre des fonds via des AAP. En effet, certains plans présentent de nombreux AAP en cours ou à venir tandis que d'autres sont déjà très avancés et présentent des opportunités limitées par rapport aux fonds annoncés.

Ces variations de temporalité dépendent de plusieurs facteurs :

- La rapidité de mise en œuvre des AAP par les institutions compétentes. En effet, tous les pays ne font pas nécessairement appel à des agences ad hoc (à l'image de l'ADEME en France par exemple) pour centraliser et organiser les AAP ;
- L'additionnalité des projets. En effet, si les fonds subventionnent des dispositifs ou des projets en cours, leur mise en œuvre est mécaniquement plus rapide. En revanche, si les projets financés sont additionnels (i.e. n'auraient pas pu être lancés sans le financement du plan de relance), le temps d'implémentation est généralement plus long.

Des pays comme la France et l'Allemagne ont déjà mis en œuvre la majorité des AAP relatifs à leurs plans. En revanche, des pays comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal vont continuer de publier des AAP, et peuvent donc présenter des opportunités intéressantes pour les éco-entreprises françaises.

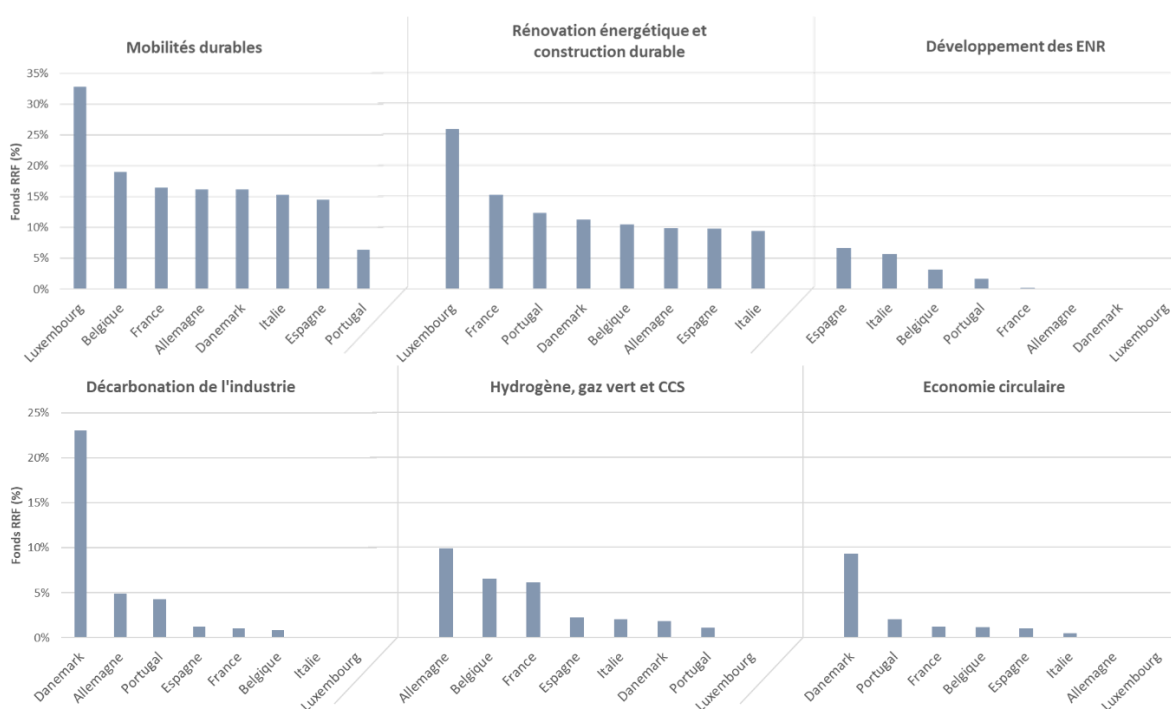


Figure 5 : Pourcentages d'allocation des fonds RRF entre les secteurs de la transition écologique

Au-delà des montants absolus investis dans les différents secteurs, la figure 6 présente une comparaison des répartitions relatives (en pourcentage) des fonds entre les différents secteurs de la transition écologique. Cette analyse fait apparaître un classement différent du précédent, permettant de tirer les deux enseignements suivants :

- Le Luxembourg accorde une priorité stratégique aux secteurs de la **mobilité durable** et de la **rénovation énergétique**, en mobilisant plus de 50% de ses fonds RRF ;
- Le Danemark investit en proportion beaucoup plus que les autres pays dans la **décarbonation de l'industrie** et **l'économie circulaire**. Cela peut s'expliquer par une industrie profitable et tournée vers les exportations ainsi qu'une grande production de déchets par habitant.

### 3.3.Focus thématiques

#### 3.3.1. Mobilités durables

Les 3 pays investissant le plus de fonds RRF dans le secteur de la mobilité durable sont (dans l'ordre) : l'Italie, l'Espagne et la France.




Pays	RRF (Md€)	Allocation des fonds	Appels à projets
	29,4	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur ferroviaire (transport public et fret) ~ 3 Md€</li> <li>Renouvellement de la flotte de bus ~ 3 Md€</li> <li>Infrastructures de recharge et VE ~ 0,7 Md€</li> </ul>	AAP à venir
	10,1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur ferroviaire (transport public et fret) ~ 3 Md€</li> <li>Infrastructures de recharge et VE ~ 2 Md€</li> <li>Transports urbains ~ 1 Md€</li> </ul>	AAP à venir
	6,5	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur ferroviaire (transport public et fret) ~ 4 Md€</li> <li>Transports urbains ~ 0,9 Md€</li> <li>Infrastructures de recharge et VE ~ 0,6 Md€</li> </ul>	Principaux AAP clôturés

Tableau 2 : Principaux pays investissant dans les mobilités durables

Le développement du secteur ferroviaire est la priorité des trois pays, qui cherchent à promouvoir le train comme mode de transport pour les personnes et les marchandises. Le soutien aux VE et à leurs infrastructures de recharge est également un segment important dans les trois plans. En particulier, l'Italie ambitionne d'investir plusieurs milliards d'euros dans le renouvellement de sa flotte de bus. **L'Italie et l'Espagne** constituent ainsi le principal gisement d'AAP en termes de mobilité durable.

#### 3.3.2. Rénovation énergétique

Les 3 pays investissant le plus de fonds RRF dans le secteur de la rénovation énergétique sont (dans l'ordre) : l'Italie, l'Espagne et la France.




Pays	RRF (Md€)	Allocation des fonds	Appels à projets
	18	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur résidentiel ~ 12 Md€</li> <li>Bâtiments publics ~ 5 Md€</li> <li>Secteurs spécifiques (théâtres, logements étudiants, etc.) ~ 0,5 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : subventions « Ecobonus » et « Sismabonus » pour le secteur résidentiel</li> <li>D'autres AAP à venir</li> </ul>
	6,8	<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteur résidentiel ~ 5 Md€</li> <li>Bâtiments publics ~ 2 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : programme PREE 5000 pour la réhabilitation énergétique des bâtiments</li> <li>D'autres AAP à venir</li> </ul>
	5,8	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bâtiments publics ~ 4 Md€</li> <li>Secteur résidentiel ~ 1,5 Md€</li> <li>Rénovation des TPE-PME ~ 0,1 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : « Démonstrateur de la Ville Durable », dispositif « MaPrimeRénov »</li> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>

Tableau 3 : Principaux pays investissant dans la rénovation énergétique

La majorité des fonds de cette thématique est affectée à la rénovation énergétique et à la construction durable dans les bâtiments résidentiels (particuliers, bailleurs sociaux, etc.) et publics. Ces fonds ne sont généralement pas directement accessibles aux entreprises étrangères.

### 3.3.3. Développement des énergies renouvelables

Les 3 pays investissant le plus de fonds RRF dans le secteur des énergies renouvelables sont (dans l'ordre) : l'Italie, l'Espagne et la France.




Pays	RRF (Md€)	Allocation des fonds	Appels à projets
	10,8	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau électrique et Smart Grids ~ 4 Md€</li> <li>Communautés énergétiques ~ 2,2 Md€</li> <li>Photovoltaïque ~ 2,2 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP à venir</li> </ul>
	4,6	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement des moyens de production ~ 2,4 Md€</li> <li>Développement du stockage électrique ~ 700 M€</li> <li>Energie durable dans les îles ~ 700 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : énergies renouvelables en autoconsommation, stockage et systèmes thermiques renouvelables dans le secteur résidentiel</li> <li>D'autres AAP à venir</li> </ul>
	0,3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Energie durable dans les îles ~ 200 M€</li> <li>Développement de la production et du stockage ~ 70 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : aide au développement des énergies durables dans les îles</li> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>

Tableau 4 : Principaux pays investissant dans les énergies renouvelables

L'Italie et l'Espagne investissent significativement plus que les autres pays dans les énergies renouvelables dans le cadre du RRF. Ces derniers se concentrent sur le développement des moyens de production à travers la promotion de l'agrivoltaïque, des communautés énergétiques, etc. L'Italie a la particularité d'investir un montant conséquent dans le renforcement et la modernisation de son réseau électrique. Les AAP sont à venir pour l'Italie et l'Espagne et concernent la production comme le stockage des énergies renouvelables.

### 3.3.4. Décarbonation de l'industrie

Les 3 pays investissant le plus de fonds RRF dans le secteur de la décarbonation de l'industrie sont (dans l'ordre) : l'Allemagne, le Portugal et la France.







Pays	RRF (Md€)	Allocation des fonds	Appels à projets
	1,26	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien à l'investissement dans la décarbonation de l'industrie ~ 450 M€</li> <li>Programme pilote de Carbon Contract for Difference (CCfC) ~ 550 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : soutien à des projets R&amp;D avec TRL &gt; 4, programme CCfC début 2022</li> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>
	0,72	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien à l'investissement dans la décarbonation de l'industrie ~ 700 M€</li> <li>Conseil et formation ~ 10 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : développement des parcours de formation à la décarbonation</li> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>
	0,42	<ul style="list-style-type: none"> <li>R&amp;D et innovation ~ 300 M€</li> <li>Soutien à l'investissement dans la décarbonation de l'industrie ~ 120 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>APP en cours : « Aide en faveur des investissements de décarbonation des outils de production industrielle »</li> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>

Tableau 5 : Principaux pays investissant dans la décarbonation de l'industrie

L'aide à la décarbonation de l'industrie prend généralement la forme de soutiens à l'investissement dans des procédés moins polluants et plus efficaces énergétiquement. L'Allemagne se distingue par le lancement pour début 2022 de son programme pilote de Carbon Contract for Difference. Pour le plan français, le montant RRF alloué à la décarbonation de l'industrie est abondé avec des fonds nationaux, pour un montant total de 1,5 Md€. Bien que les principaux AAP soient clôturés, les trois pays présentent actuellement des opportunités dans cette thématique.

### 3.3.5. Hydrogène renouvelable et bas-carbone

Les 3 pays investissant le plus de fonds RRF dans le secteur de l'hydrogène sont (dans l'ordre) : l'Italie, l'Allemagne et la France.

Pays	RRF (Md€)	Allocation des fonds	Appels à projets
	3,9*	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production d'H<sub>2</sub> décarboné ~ 1 Md€</li> <li>Transports H<sub>2</sub> ~ 0,5 Md€</li> <li>R&amp;D ~ 0,15 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plusieurs AAP à venir en 2022</li> </ul>
	2,2	<ul style="list-style-type: none"> <li>PIIEC H<sub>2</sub> ~ 1,5 Md€</li> <li>R&amp;D ~ 0,7 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>
	2,4	<ul style="list-style-type: none"> <li>PIIEC H<sub>2</sub> ~ 1,2 Md€</li> <li>Production d'H<sub>2</sub> décarboné ~ 0,65 Md€</li> <li>R&amp;D ~ 0,5 Md€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP clôturé : Ecosystème territoriaux H<sub>2</sub> (275 M€)</li> <li>AAP en cours : Briques technologiques et démonstrateurs H<sub>2</sub> (350 M€). Date de clôture : 31/12/2022</li> <li>Ouverture en 2022 d'un mécanisme de soutien à la production</li> </ul>

\* Incluant 1,9 Md€ pour le développement de la filière biométhane

Tableau 6 : Principaux pays investissant dans l'hydrogène renouvelable et bas-carbone

Pour les 3 plans, une priorité est accordée à la R&D pour le développement de nouvelles technologies de production, de stockage et de valorisation de l'hydrogène. Le soutien direct aux projets de production d'H<sub>2</sub> semble également être une priorité commune pour les 3 pays, notamment à travers la participation au PIIEC (Projet Important d'Intérêt Commun) sur l'hydrogène (cas de la France et de l'Allemagne).

### 3.3.6. Economie circulaire

Les 3 pays investissant le plus de fonds RRF dans le secteur de l'économie circulaire sont (dans l'ordre) : l'Italie, l'Espagne et la France.






Pays	RRF (Md€)	Allocation des fonds	Appels à projets
	0,84	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion durable des déchets ~ 600 M€</li> <li>Accélération de projets ~ 200 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>
	0,7	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gestion durable des déchets ~ 300 M€</li> <li>R&amp;D ~ 200 M€</li> <li>Economie circulaire dans le tourisme ~ 90 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP à venir</li> </ul>
	0,5	<ul style="list-style-type: none"> <li>R&amp;D ~ 200 M€</li> <li>Recyclage des friches et du foncier artificialisé ~ 100 M€</li> <li>Gestion durable des déchets ~ 80 M€</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AAP en cours : ORPLAST-Edition 3, aides pour RRR et RRS</li> <li>Principaux AAP clôturés</li> </ul>

Tableau 7 : Principaux pays investissant dans l'économie circulaire

Les trois pays agissent en faveur d'une gestion plus durable des déchets, à travers l'amélioration des processus de collecte et d'acheminement jusqu'aux procédés de recyclage. La France et l'Espagne investissent dans la R&D pour développer notamment les biotechs et les carburants durables pour l'une et l'économie circulaire dans l'industrie pour l'autre. **C'est en Espagne que le gisement le plus important d'APP est disponible.** En France, ORPLAST-édition 3 est le principal AAP actuellement ouvert. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 15 septembre 2022 avec plusieurs dates intermédiaires de dépôt.

## 4. Fiches de synthèse des plans de relance



39,4 Md€ au titre de la RRF (*abondés par 60,6 Md€ de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

La France a été sévèrement touchée par la crise sanitaire du COVID-19, avec une chute de 8,2% du PIB en 2020. Cependant, le taux de chômage est resté stable (entre 8% et 9%), bien au-dessus de la moyenne européenne, grâce notamment à des mesures de chômage partiel. Pour soutenir l'économie nationale, l'État a pris des mesures financières (octrois de prêt, garanties, etc.) à hauteur d'environ 18% du PIB.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



**6,5 Md€ - RRF**  
(10,7 Md€ au total)

### MOBILITÉS DURABLES

- Infrastructures ferroviaires : 4,14 Md€
- Acquisition d'un véhicule propre : 1 Md€
- Développement des mobilités au quotidien : 0,9 Md€



x 4,5 d'immatriculation de VE entre 2017 et 2020



**5,8 Md€ - RRF**  
(7,2 Md€ au total)

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

- Rénovation bâtiments publics : 3,8 Md€
- Rénovation des bâtiments privés : 1,4 Md€



Aide « [MaPrimeRénov'](#) » accessible à tous les bailleurs et occupants



**2,4 Md€ - RRF**  
(2,5 Md€ au total)

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

- Développer une filière française de l'hydrogène décarboné : 1,9 Md€



[Stratégie nationale hydrogène](#) s'inscrivant dans le cadre de « France Relance » et « France 2030 »



**0,49 Md€ - RRF**  
(1,2 Md€ au total)

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Modernisation des centres de tri et valorisation des déchets : 0,18 Md€
- Investissement dans le recyclage et le réemploi : 0,07 Md€



[Feuille de route économie circulaire](#) adoptée en 2018, avec des objectifs de 100% de plastiques recyclés d'ici 2025, une réduction de 50% de la quantité de déchets non dangereux, etc.



**0,42 Md€ - RRF**  
(1,5 Md€ au total)

### DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

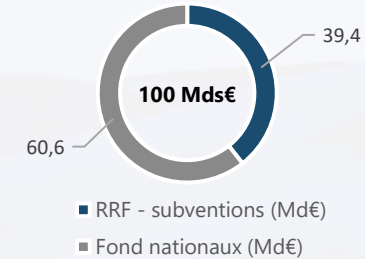
- R&D et innovation (procédés industriels, équipements, etc.) : 0,3 Md€



141 projets déjà subventionnés pour une réduction globale de 2,8 MtCO<sub>2</sub>-eq

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE



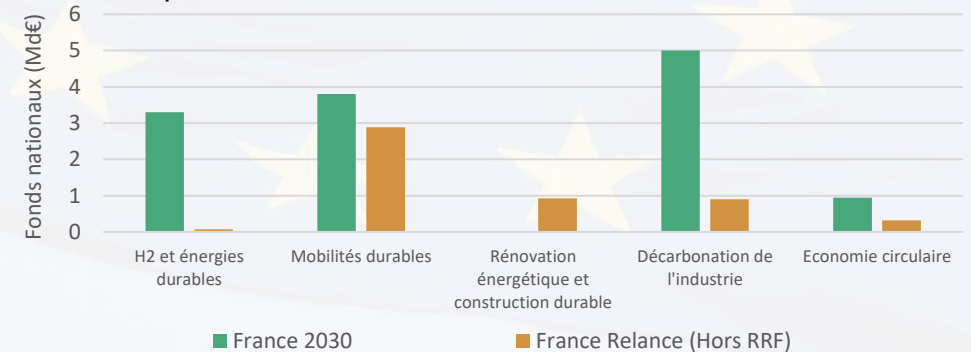
### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**46%**  
18 Md€

## FOCUS SUR L'ÉTAPE SUIVANTE : FRANCE 2030

Alors que les derniers fonds du plan France Relance seront attribués d'ici la fin de 2022, le gouvernement a révélé récemment les grandes lignes d'un nouveau plan d'investissement national : France 2030. Ce plan est doté d'un budget de 30 Md€ qui sera débloqué sur 5 ans, dont la moitié sera allouée à la transition écologique.

### Comparaison entre France 2030 et France Relance (fonds nationaux)



De manière générale, France 2030 mobilise plus de fonds nationaux que France Relance. Un accent particulier est mis sur la décarbonation de l'industrie, les mobilités durables et l'hydrogène. À noter également que France 2030 n'a pas prévu de budget pour la rénovation énergétique.

L'objectif principal de ce plan reste la réindustrialisation de la France, avec une accélération des secteurs prioritaires où le pays peut devenir un leader international.



### MOBILITÉS DURABLES

#### Fonds mobilités actives – Aménagements cyclables (100 M€ en complément des AAP nationaux)

- Subventions pour l'aménagement de pistes cyclables et voies piétonnes en région

(CLÔTURÉ)



### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

#### « Démonstrateurs de la Ville Durable » (305 M€) mis en œuvre par la [Banque des Territoires](#)

- Acteurs éligibles : communes, aménageurs liés à des communes, EPA
- Nécessite d'avoir au moins une relation contractuelle avec un opérateur d'aménagement ainsi qu'une maîtrise foncière
- Projet de transformation territoriale et d'aménagement
- Subventions de 50% des coûts éligibles (personnel, frais généraux, etc.) avec un maximum de 500 k€

- [Cahier des charges](#)
- [Lien de candidature](#)



### HYDROGÈNE RENOUEVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

#### Briques technologiques et démonstrateurs hydrogène (350 M€) mis en œuvre par l'[ADEME](#)

- Acteurs éligibles : entreprises seules ou en consortium, labo de recherche
- Développement d'un équipement, produit ou service autour de l'H<sub>2</sub> dans les territoires
- Subventions et avances remboursables. Taux de couverture variables, en fonction du type d'entreprises
- Budgets selon l'axe : Axe 1, 2, 3 : 2M€ max / Axe 4 : 5M€

- [Cahier des charges](#)
- [Lien de candidature](#)

31 déc  
2022

#### Écosystèmes territoriaux hydrogène (275 M€) mis en œuvre par l'[ADEME](#)

- Acteurs éligibles : entreprises et collectivités, seules ou en consortium
- Investissements dans les écosystèmes H<sub>2</sub> (production, distribution et usage)
- Exemple : subventions des surcoûts pour la mobilité stationnaire, jusqu'à 55% des CAPEX

(CLÔTURÉ)



### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

#### Objectif Recyclage PLASTiques édition 3 - ORPLAST (140 M€) mis en œuvre par l'[ADEME](#)

- Acteurs éligibles : PME et GE utilisatrices de matières plastiques
- Utilisation de MPR et pérennisation de l'intégration des matières plastiques recyclées par les entreprises
- Aide au diagnostic (Axe 1) et à l'investissement (Axe 2)
- Subventions en fonction du type de projet et de la taille de l'entreprise (max 70% pour les PE par exemple)

- [Cahier des charges](#)
- [Lien de candidature](#)

15 sep  
2022

#### Aides pour réemploi, réparation et réutilisation (28 M€) mis en œuvre par l'[ADEME](#)

- Acteurs éligibles : entreprises, associations, collectivités impliquées dans l'économie circulaire
- Financement d'un diagnostic de territoire, étude préalable à un investissement de réemploi, réparation et réutilisation (le taux d'aide peut atteindre 70% du coût de l'étude)

- [Lien de candidature](#) (RRR)

31 déc  
2022

#### Aides pour réemploi, réduction et substitution (40M€) mis en œuvre par l'[ADEME](#) pour la diminution des emballages plastiques (aide aux investissements et aux études)

- [Lien de candidature](#) (RRS)



### DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

#### Aide en faveur des investissements de décarbonation des outils de production industrielle (50 M€) mis en œuvre par l'[ADEME](#) et l'[ASP](#)

- Acteurs éligibles : entreprises industrielles de toutes tailles
- Investissement < 3 M€ dans du matériel de récupération de force ou de chaleur, efficacité énergétique et réduction des émissions, etc.
- Subventions des prix de biens + frais de mise en service, programmation... à un taux dépendant du projet et de la taille de l'entreprise

- [Cahier des charges](#)
- [Lien de candidature](#)

31 déc  
2022

#### AAP pour la décarbonation de l'industrie mis en œuvre par [ADEME](#)

- Plusieurs AAPs clôturés : chaleur biomasse, CSR, etc.

[Voir les lauréats](#)

(CLÔTURÉ)



### DÉVELOPPEMENT DES ENR

#### Solutions et technologies innovantes pour les batteries mis en œuvre par [Bpi France](#)

- Acteurs éligibles : tous types d'entreprises, immatriculées en France. Consortium devant associer à minima une PME ou une ETI
- Travaux de recherche industrielle et de développement pour passer d'un TRL 4-6 à un TRL 7-9
- Mix de subventions et d'avances remboursables (80% pour les petites entreprises)
- Projet individuel à 2M€ minimum, 4M€ à plusieurs

- [Cahier des charges et lien de candidature](#)

10 jan  
2023



# ALLEMAGNE

25,6 Md€ au titre de la RRF (abondés par 17,9 Md€ de fonds nationaux)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

L'Allemagne a subi l'impact de la pandémie avec une contraction du PIB de 4,6 points en 2020. Cependant, le taux d'emploi est resté stable, grâce notamment à des mesures de chômage partiel. Comme pour le cas français, l'État a également mis en place un système de garanties de prêts (à hauteur de 26% du PIB) ainsi que des prêts (à hauteur de 6,5% du PIB). Par ailleurs, le pays connaît une faible productivité du travail due entre autres à une pénurie de main d'œuvre qualifiée et à de faibles investissements privés dans la R&D, en particulier de la part des PME.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



4,1 Md€ - RRF  
(7,9 Md€ au total)

### MOBILITÉS DURABLES

- Stimuler les ventes de véhicules électriques : 2,5 Md€
- Mise en place d'infrastructures de ravitaillement et de recharge : 0,7 Md€



Dynamique volontariste de décarbonation des transports pour 2020-2030, avec la mise en place [d'une plateforme nationale pour la mobilité du futur](#)



2,6 Md€ - RRF  
(2,6 Md€ au total)

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

- Construction et rénovation énergétique des bâtiments : 2,5 Md€
- Promotion de laboratoires communaux pour la transition énergétique : 0,06 Md€



Dans le cadre du budget de finance de 2022-2025, le gouvernement va mobiliser des fonds complémentaires pour accélérer la rénovation énergétique des bâtiments. Au total, 16,2 Md€ seront accordés au développement du secteur (y.c. RRF)



2,2 Md€ - RRF  
(2,8 Md€ au total)

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

- Participation à un projet européen (IPCEI) : 1,5 Md€
- Recherche R&D en lien avec la stratégie H<sub>2</sub> : 0,7 Md€



[Stratégie nationale H<sub>2</sub>](#) présentée en 2020, avec un budget de 9 Md€ (une priorité accordée à l'importation d'H<sub>2</sub>, depuis le Maroc par exemple)



1,26 M€ - RRF  
(1,4 Md€ au total)

### DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

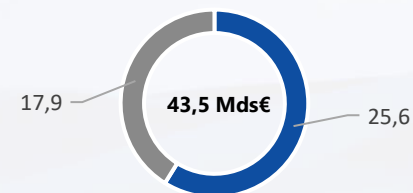
- Soutien à la décarbonation de l'industrie : 0,45 Md€
- Programme pilote de *Carbon Contract for Difference* : 0,55 Md€



L'industrie représente 22% de la valeur ajoutée de l'économie allemande. À noter une pression des industriels pour définir une feuille de route claire

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE



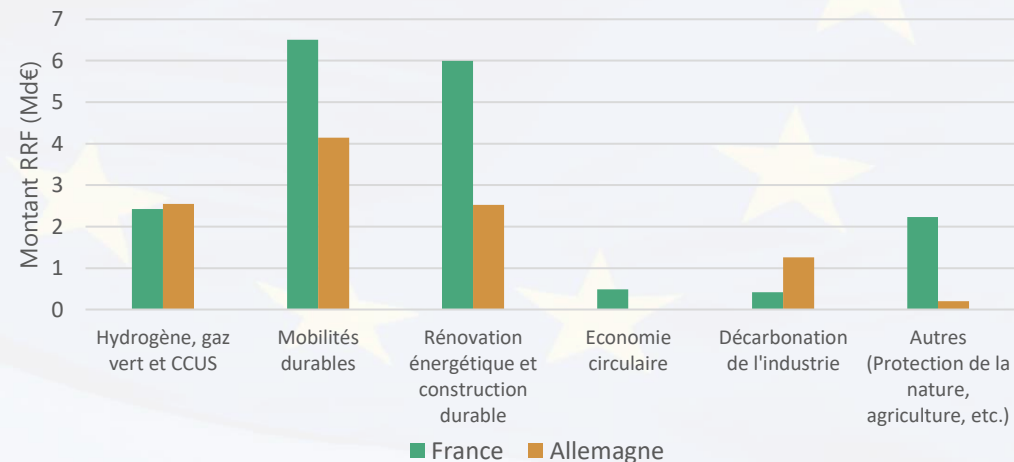
- RRF - subventions (Md€)
- Fond nationaux (Md€)

### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**42%**  
11 Md€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

### Montants alloués à la Transition Ecologique dans le cadre des fonds RRF



Pour les deux pays, le développement de la mobilité durable représente la plus grande part des investissements pour la transition écologique, notamment à travers des primes à la conversion. Globalement, les fonds RRF du plan français sont supérieurs au plan allemand, sauf pour la décarbonation de l'industrie et le développement de l'hydrogène décarboné.

À noter la faible additionnalité concernant les fonds mobilisés, notamment pour le secteur de la mobilité. En effet, sur l'ensemble des projets financés par le plan allemand, uniquement 40% sont nouveaux. Le budget alloué à ces projets additionnels est de l'ordre de 20% des fonds alloués dans le cadre du RRF.



# ALLEMAGNE

## CALENDRIER ET EXIGENCES DES AAP

Ci-dessous une liste des principaux AAP du plan de relance allemand. NB : selon les pays, cette liste peut ne pas être exhaustive faute de disponibilité d'informations officielles au moment de réalisation de l'étude.

DATES  
LIMITES  
DE DÉPÔT



MOBILITÉS  
DURABLES

**Subventions pour la mise en place d'infrastructures de ravitaillement et de recharge (700 M€ dont 353 M€ pour le secteur public et 360 M€ pour le secteur privé)**, mis en œuvre par le [BAV](#)

- Acteurs éligibles : personne physique ou morale
- Projets éligibles : installation de bornes de recharge publiques (objectif de 50 000 bornes, pourcentage de subvention moyen de 50%) et privées (objectif de 400 000 bornes, subvention à hauteur de 900€)
- Financement : un maximum de 100 k€ par raccordement et 20k€ par borne installée

- [Infos et candidatures \(en allemand\)](#)

(par  
vague)  
2025

**Prime à l'innovation pour stimuler les ventes de véhicules électriques (2,5 Md€)**, mis en œuvre par le [BAFA](#)

- Acteurs éligibles : personne physique ou morale
- Projets éligibles : achat de véhicule électrique
- Subventions en fonction du type de véhicule (détail [ici](#) en allemand) : un maximum de 6 k€ pour l'achat d'un véhicule électrique à un prix inférieur à 40k€, puis le montant est dégressif pour un prix supérieur à 40k€

- [Informations sur la démarche à suivre \(en allemand\)](#)  
- [Formulaire de candidature \(en allemand\)](#)

2025

**Promotion de l'achat de bus à motorisation alternative**, mis en œuvre par le [PTJ](#)

- Acteurs éligibles : entreprises, particuliers fournissant des services, véhicules de transport disposant d'une filiale en Allemagne
- Projets éligibles : achat de bus à combustible durable, installation d'infrastructures de recharge et électrolyseur (H<sub>2</sub>, biogaz, etc.)
- Subventions : taux de 40%-80% en fonction du type de projet, possibilité de bonus pour les PME

(CLÔTURÉ POUR LE MOMENT)

- [Informations \(en allemand\)](#)

2025

**Subventions pour la promotion des propulsions alternatives dans le transport ferroviaire**, mis en œuvre par le [BMDV](#) et [PTJ](#)

- Acteurs éligibles : personne morale de droit public ou droit privé
- Projets éligibles : acquisition de véhicules ferroviaires innovants (électricité, H<sub>2</sub>, hybride, diesel, etc.), infrastructures de recharge
- Subventions avec la possibilité d'octroi d'un bonus PME en fonction du type de projet

(CLÔTURÉ POUR LE MOMENT)

- [Informations \(en allemand\)](#)

2025

**Tous les AAP hydrogène dans le cadre du plan de relance allemand sont déjà clôturés.**



HYDROGÈNE  
RENOUVELABLE,  
GAZ VERT ET CCUS



RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE ET  
CONSTRUCTION  
DURABLE

**Rénovation des bâtiments : aide fédérale aux bâtiments performants et aide à l'innovation (BEG WG)**, mis en œuvre par le [KfW](#) et [BAFA](#)

- Acteurs éligibles : collectivités locales, entreprises, profession libérales, etc.
- Projets éligibles : rénovation énergétique des bâtiments
- Aide sous forme de : [Crédit \(KfW\)](#) → prêt à 1,61% d'intérêt et jusqu'à 150k€  
[Subventions \(BAFA\)](#) → jusqu'à 50% pour la planification et l'accompagnement, jusqu'à 45% pour un changement vers une pompe à chaleur et entre 20 et 35% sinon

2025

**Programme de soutien à la décarbonation de l'industrie (450 M€)**, mis en œuvre par le [BMUV](#) et le [KEI](#)

- Acteurs éligibles : industries fortement émettrices basées en Allemagne et concernées par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (infos disponibles [ici](#) en allemand)
- Projets éligibles : R&D avec TRL > 4, installations destinées à un déploiement à l'échelle industrielle
- Subventions à un taux dépendant du type de projet (étude ou investissement) et de la taille de l'entreprise (max 70% pour les PME)

- [Informations \(en anglais\)](#)  
- [CdC et candidature \(en allemand\)](#)

2024

**Programme pilote "Carbon Contracts for Difference"(550 M€)**, mis en œuvre par le [BMUV](#)

- Acteurs éligibles : industries lourdes (chimie, acier, etc.)
- Projets éligibles : projet de décarbonation dans l'industrie intensive en énergie
- *Contract for Difference* avec un prix du CO<sub>2</sub> fixé pour garantir la rémunération des projets de décarbonation

- [Informations \(en allemand\)](#)

À venir  
en  
2022



DÉCARBONATION  
DE L'INDUSTRIE



# ITALIE

191,5 milliards au titre de la RRF (*abondés par 30,6 Md€ de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

L'Italie a été l'un des pays les plus touchés par la crise du Covid et a subi une contraction du PIB de 9% en 2020. D'après l'UE, il faudra attendre 2023 pour que l'économie nationale puisse retrouver son niveau d'avant COVID. Le pays a mis en œuvre des mesures fiscales exceptionnelles pour endiguer la pandémie. Cela a permis de limiter la hausse du taux de chômage autour de 10%. A noter que l'Italie était déjà le deuxième pays le plus endetté de l'UE avant la crise, ce qui a compliqué davantage la reprise économique.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



29,4 Md€ - RRF

### MOBILITÉS DURABLES

- Développement des transports publics : 3,6 Md€
- Amélioration du réseau ferré du Sud du pays : 2,4 Md€



Exemple de subvention : jusqu'à 6000€ de prime à l'achat d'un véhicule électrique



18 Md€ - RRF

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

- Rénovation énergétique et sismique des bâtiments : 14 Md€
- Efficacité énergétique en milieu urbain : 3 Md€



L'Italie vise 2,9 % de rénovation par an du secteur non résidentiel et 0,7% pour le secteur résidentiel



10,8 Md€ - RRF

### DÉVELOPPEMENT DES ENR

- Renforcement des Smart Grids : 3,6 Md€
- Soutien aux développement des communautés énergétiques : 2,2 Md€



Déduction de la TVA et de taxes foncières pour les ENR, tarifs d'achat garantis pour la production d'électricité renouvelable



3,9 Md€ - RRF

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

- Développement du biométhane : 1,9 Md€
- Promotion de l'hydrogène dans l'industrie : 0,4 Md€



Stratégie nationale H<sub>2</sub> de 10 Md€ avec comme objectifs : 5 GW de capacité d'électrolyse en 2030, 20% d'H<sub>2</sub> dans le mix énergétique à l'horizon 2050



0,84 Md€ - RRF

### ECONOMIE CIRCULAIRE

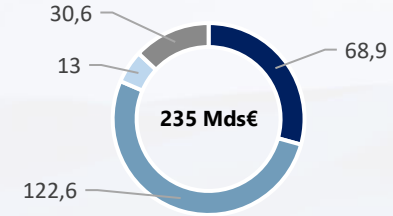
- Gestion des déchets : 0,6 Md€
- Projets phares dans l'économie circulaire : 0,24 Md€



Les investissements RRF dans l'économie circulaire sont plus importants que les autres pays de l'UE

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE



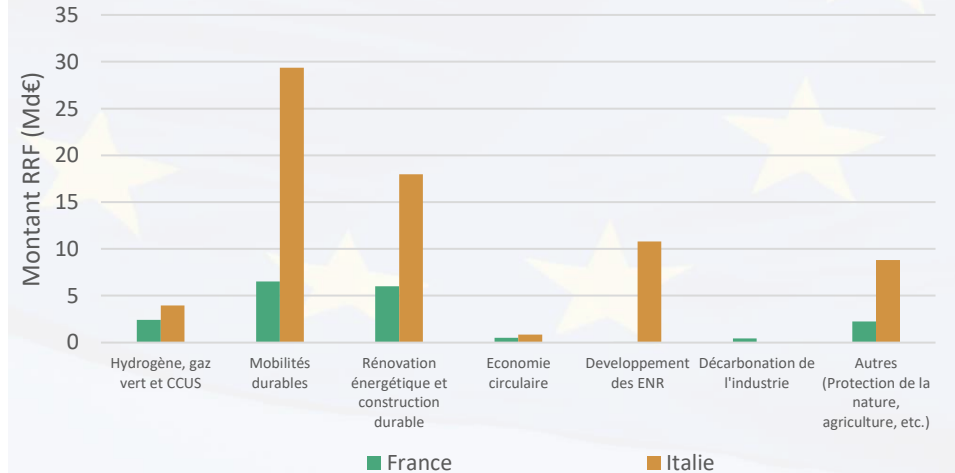
- RRF - Subventions (Md€)
- RRF - Prêts (Md€)
- ReactEU (Md€)
- Fonds nationaux (Md€)

### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**38%**  
72 Md€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

Montants alloués à la Transition Ecologique dans le cadre de la RRF



A cause de sa situation économique, l'Italie dispose de l'aide la plus élevée au titre de la RRF. La plus grande part est allouée au développement des mobilités durables et à la rénovation énergétique. A noter qu'environ 10 Md€ de subventions RRF sont consacrés au développement des ENR, ce qui représente avec l'Espagne la part la plus élevée en UE.

Les investissements sont répartis de manière relativement égale de 2022 à 2026, avec comme priorité le financement de projets additionnels (70% des projets financés sont additionnels).





→ Le plan de relance italien dispose d'un [site internet](#) sur lequel sont répertoriés les AAP (clôturés, en cours et à venir) ainsi que d'autres informations relatives à la mise en œuvre des fonds.

 <p>MOBILITÉS DURABLES</p>	<p><b>Accélération du développement des transports en commun (3,6 Md€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">Ministère des Infrastructures Durables et de la Mobilité</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>AAP publics pour la construction de pistes cyclables, de métros et de tramways dans les zones métropolitaines comme Rome, Gênes, Florence, Palerme, etc.</li> </ul> <p>• Début en 2023 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p> <p><b>Installation d'infrastructures de recharge électrique (740 M€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">Ministère des Infrastructures Durables et de la Mobilité</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de 7 500 stations de recharges électriques sur les voies rapides et plus de 13 000 bornes en ville</li> </ul> <p>• Début en 2023 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p>
 <p>RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE</p>	<p><b>Ecobonus et Sismabonus jusqu'à 110% pour l'efficacité énergétique et la sécurité des bâtiments (14 Md€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déduction fiscale de 110% pour les travaux d'efficacité énergétique et de réduction des risques sismiques réalisés sur (logements individuels et copropriétés)</li> </ul> <p>• <a href="#">Informations (en italien)</a> • <a href="#">Demande de subventions (en italien)</a></p> <p><b>Plan de remplacement des bâtiments scolaires et requalification énergétique (800 M€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Construction d'environ 195 nouveaux bâtiments scolaires pour 58 000 élèves, réduisant drastiquement la consommation d'énergie et les émissions annuelles de gaz à effet de serre</li> </ul> <p>• Début en 2023 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p>
 <p>DÉVELOPPEMENT DES ENR</p>	<p><b>Promotion des énergies renouvelables pour les communautés énergétiques et l'autoconsommation (2,2 Md€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien des communautés énergétiques (pouvant réunir coopératives, associations sans but lucratif, copropriétés, activités commerciales et entreprises locales), développement des projets d'autoconsommation</li> </ul> <p>• Début en 2023 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p> <p><b>Énergies renouvelables et batteries (1 Md€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter la production italienne d'énergie renouvelable, renforcer les chaînes d'approvisionnement dans les secteurs du photovoltaïque et des batteries et développer un leadership national en R&amp;D</li> </ul> <p>• Début en juin 2022 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p>
 <p>HYDROGÈNE RENOUELABLE, GAZ VERT ET CCUS</p>	<p><b>Expérimentation de l'hydrogène pour le transport ferroviaire (300 M€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Construction de stations de ravitaillement H<sub>2</sub> pour les trains sur des lignes non électrifiables (développement d'électrolyseurs et de systèmes de stockage à grande capacité)</li> </ul> <p>• Début en 2022/2023 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p> <p><b>Utilisation de l'hydrogène dans les secteurs hard-to-abate (2 Md€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Projets de transition vers l'H<sub>2</sub> vert pour les industries polluantes et utilisant des sources de chaleur non-électriques (e.g. raffineries, aciéries, etc.)</li> </ul> <p>• Début en T3 2022/2023 • <a href="#">Informations (en italien)</a> (A VENIR)</p>
 <p>ECONOMIE CIRCULAIRE</p>	<p><b>Projets phares de l'économie circulaire (600 M€)</b> mis en œuvre par le <a href="#">ministère de la Transition Écologique</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acteurs éligibles : entreprises enregistrées au registre du commerce italien</li> <li>Catégories financées : maçonnerie, infrastructures nécessaires au fonctionnement de l'installation, machines et équipements neufs, programmes informatiques, frais de conseil (max 4%)</li> <li>Taux de couverture max de 35% (45% pour les ME et 55% pour les PE)</li> <li>4 axes d'interventions : <ul style="list-style-type: none"> <li>Modernisation (y compris l'extension des installations existantes) et construction de nouvelles installations pour améliorer la collecte, la logistique et le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), y compris les pales d'éoliennes et les panneaux photovoltaïques (150 M€) → <a href="#">Cahier des charges</a></li> <li>Modernisation (y compris l'extension des installations existantes) et construction de nouvelles installations pour améliorer la collecte, la logistique et le recyclage des déchets de papier et de carton (150 M€) → <a href="#">Cahier des charges</a></li> <li>Construction de nouvelles usines pour le recyclage des déchets plastiques (recyclage mécanique, recyclage chimique, Plastic Hubs), y compris les déchets plastiques en mer (150 M€) → <a href="#">Cahier des charges</a></li> <li>Infrastructures pour la collecte des fractions textiles pré et post-consommation, modernisation des usines et construction de nouvelles usines pour le recyclage des fractions textiles d'un point de vue systémique, connues sous le nom de "Textile Hubs" (150 M€) → <a href="#">Cahier des charges</a></li> </ul> </li> </ul>

2023

16 mars 2022

20 mars 2022

23 mars 2022



# ESPAGNE

69,5 Md€ au titre de la RRF (*Le pays n'a pas investi de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

L'Espagne a subi un choc plus sévère comparé aux autres pays Européens, avec une contraction du PIB de 11% en 2020. Cela s'explique notamment par la forte dépendance du pays aux revenus du tourisme. Le marché du travail a été durablement touché malgré les mesures de soutien du gouvernement. Le taux de chômage devrait retrouver son niveau de pré-crise en 2023. Le pays fait également face à des défis dans sa transition écologique, notamment en matière de gestion durable des déchets ainsi que dans l'atteinte de ses objectifs d'ENR.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



10,1 Md€ - RRF

### MOBILITÉS DURABLES

- Investissement ferroviaire sur les principaux corridors européens : 3 Md€
- Subventions pour les bornes de recharges, les véhicules durables et l'innovation (VE, H<sub>2</sub>, etc.) : 2 Md€



Le [Plan Climat Énergie](#) de l'Espagne prévoit une électrification des transports à hauteur de 28 % en 2030



6,8 Md€ - RRF

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

- Réhabilitation énergétique des bâtiments résidentiels : 1,7 Md€
- Programme de transition énergétique et défi démographique : 1 Md€



La [Stratégie 2050](#) prévoit l'adoption d'une fiscalité attractive pour la construction des bâtiments à énergie positive pour atteindre 20% de nouveaux bâtiments d'ici 2050



4,6 Md€ - RRF

### DÉVELOPPEMENT DES ENR

- Développement des EnR innovantes intégrées aux bâtiments et aux processus de production : 2,4 Md€
- Développement des énergies durables sur les îles : 0,7 Md€



Le [Plan Climat Énergie](#) de l'Espagne prévoit 42% d'ENR à l'horizon 2030



1,6 Md€ - RRF

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

- Développement de l'H<sub>2</sub> au niveau national (soutien à la R&D, production, transport, intégration, etc.) : 1,5 Md€



L'Espagne prévoit l'installation d'au moins 4 GW de puissance d'électrolyse dans sa [stratégie hydrogène](#)



0,7 Md€ - RRF

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

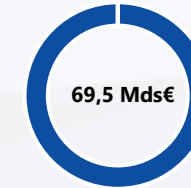
- Soutien à la mise en œuvre de la législation sur les déchets et la promotion de l'économie circulaire : 0,34 Md€



Un [Plan d'action économie circulaire](#) doté de 838 M€ (à l'horizon 2030) a été approuvé en 2018

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE



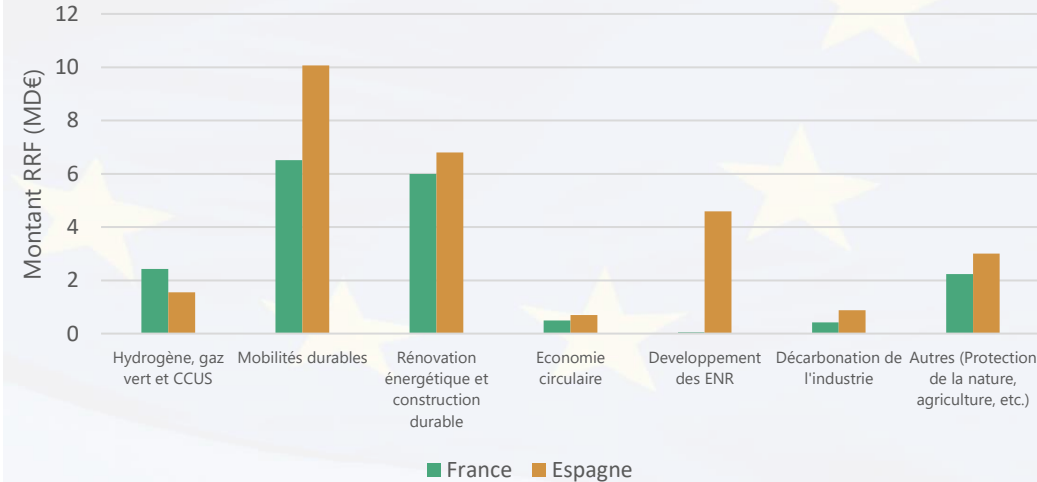
■ RRF - subventions (Md€)

### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**40%**  
28 Md€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

### Montants alloués à la Transition Écologique dans le cadre de la RRF



L'Espagne présente une stratégie d'investissement assez similaire à celle de l'Italie, avec une priorité accordée à la mobilité durable, la rénovation énergétique et le développement des ENR. Les montants investis dans l'économie circulaire et l'hydrogène sont moins ambitieux, mais restent comparables aux montants RRF du plan français.

A noter que 83% des dépenses prévues dans le cadre du RRF seront débloquées entre 2022 et 2023. La majorité des projets seront additionnels, présentant ainsi des nouvelles opportunités business pour les acteurs de la transition écologique.



# ESPAGNE

## CALENDRIER ET EXIGENCES DES AAP

Ci-dessous une liste des principaux AAP du plan de relance espagnol. NB : selon les pays, cette liste peut ne pas être exhaustive faute de disponibilité d'informations officielles au moment de réalisation de l'étude.

DATES  
LIMITES  
DE DÉPÔT



- Le plan de relance espagnol dispose d'un [site internet](#) sur lequel sont répertoriés les AAP (clôturés, en cours et à venir) ainsi que d'autres informations relatives à la mise en œuvre des fonds ([accéder au calendrier des futurs AAP](#))
- Les fonds des AAP espagnols sont répartis entre les communautés autonomes du pays



MOBILITÉS  
DURABLES

### Programme MOVES III. Mobilité efficace et durable (400 M€), mis en œuvre par [l'IDAE](#)

- Acteurs éligibles : particuliers, entreprises, collectivités
- Projets éligibles : acquisition de véhicules électriques rechargeables et hydrogène. Un maximum de 9k€ de subvention pour l'achat d'un véhicule
- Mise en place d'infrastructures de recharge de VE : un maximum de 60% de subvention selon la taille de l'entreprise et la puissance installée

- [Informations \(en espagnol\)](#)
- [Lien de candidature \(en espagnol\)](#)

31 déc  
2023

### Contrat de fourniture, sous forme d'acquisition, de véhicules électriques d'entreprise (200 M€), mis en œuvre par [l'autorité portuaire de Gijón](#)

- Acteurs éligibles : entreprises en conformité avec la législation espagnole, avec un CA > 277k€
- Projets éligibles : fourniture de véhicules électriques (3 automobiles, un SUV et deux fourgonnettes) à l'autorité portuaire de Gijón

- [Cahier des charges \(en espagnol\)](#)
- [Lien de candidature \(en espagnol\)](#)

3 jul  
2022

### Fourniture de 11 bus électriques de 18 mètres pour la nouvelle ligne à grande capacité Torreblanca-Sevilla Este-Santa Justa (8 M€), mis en œuvre par les [TUSSAM](#)

- Acteurs éligibles : entreprises étrangères autorisées sous certaines conditions (voir P7 des clauses administratives)
- Projets éligibles : fournitures de bus électriques pour 2023 (caractéristiques détaillées dans la clause technique)

- [Cahier des charges \(en espagnol\)](#)
- [Lien de candidature \(en espagnol\)](#)

22 mars  
2022

### Numérisation et durabilité : soutien au transport durable, sûr et connecté (460 M€), mis en œuvre par le [Ministère des Transports, de la Mobilité et de l'Urbanisme](#)

- Acteurs éligibles : entreprises privées, acteurs du secteur public
- Projets éligibles : projets liés à la numérisation et à la durabilité dans les différents modes de transport. 5 champs d'actions identifiés : Interopérabilité du transport ferroviaire de marchandises ; Promotion de l'intermodalité dans les transports ; Modernisation des équipements de fret ferroviaire ; Transport routier sûr, durable et connecté ; Numérisation.

A VENIR  
T2 2022



RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE ET  
CONSTRUCTION  
DURABLE

### Programme PREE 5000 - Réhabilitation énergétique des bâtiments (50 M€), mis en œuvre par [l'IDAE](#)

- Acteurs éligibles : personnes physiques et morales propriétaires d'immeubles, entreprises de services énergétiques
- Projets éligibles : amélioration de l'enveloppe thermique, de l'efficacité énergétique des installations thermiques et des installations d'éclairage
- Taux de couverture de 20 à 50% en fonction des actions entreprises

- [Informations \(en espagnol\)](#)
- [Lien de candidature \(en espagnol\)](#)

31 déc  
2023

### Programme de construction de logements locatifs sociaux (1 Md€), mis en œuvre par le [Ministère des Transports, de la Mobilité et de l'Urbanisme](#)

- Acteurs éligibles : particuliers, communautés de propriétaires et entreprises
- Projets éligibles : promotion et augmentation du parc de logements locatifs publics économes en énergie

A VENIR  
T2 2022



DÉVELOPPEMENT  
DES ENR

### Énergies renouvelables en autoconsommation, stockage et systèmes thermiques renouvelables dans le secteur résidentiel (660 M€), mis en œuvre par [l'IDAE](#)

- Acteurs éligibles : en fonction des programmes incitatifs, personnes physiques et morales exerçant ou non une activité économique
- Projets éligibles : 6 programmes incitatifs couvrant des opérations d'installation d'autoconsommation PV et éolien, installation de stockage reliée à l'autoconsommation, installation solaire thermique, biomasse et géothermies, etc.
- Subventions en fonction du programme d'incitation (aide dépendant du type d'installation et du nombre de kW installés)

- [Informations \(en espagnol\)](#)
- [Lien de candidature \(en espagnol\)](#)

31 déc  
2023

### Soutien aux énergies renouvelables thermiques (500 M€), mis en œuvre par [l'IDAE](#)

- Acteurs éligibles : entreprises privées, entités du secteur public, associations, consortiums d'entreprises, etc.
- Budget initial pour les énergies renouvelables thermiques de 150 M€ répartis entre les communautés autonomes, et extensible en fonction de la demande et du développement des projets (à hauteur de 500 M€)

A VENIR  
T2 2022





# BELGIQUE

5,9 Md€ au titre de la RRF (*abondés par 3,7 Md€ de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

La crise du COVID a également impacté l'économie et les finances publiques belges. Le PIB a chuté de 6,3% en 2020. L'augmentation du taux de chômage - qui a atteint 6,8% en 2021 - a été contenue grâce à des mesures en faveur du travail et des entreprises. Néanmoins, la contraction de l'économie et les politiques de soutien ont creusé significativement le déficit public, qui est passé de 2% à 10% du PIB.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



1,1 Md€ - RRF  
(1,7 Md€ au total)

### MOBILITÉS DURABLES

- Infrastructures cyclables : 340 M€
- Efficacité du secteur ferroviaire : 270 M€



Entre 2017 et 2021, le nombre de voitures électriques circulant en Belgique a été multiplié par 6

0,6 Md€ - RRF  
(1,3 Md€ au total)

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

- Rénovation des bâtiments publics : 640 M€
- Rénovation des logements sociaux : 100 M€



Manque d'investissements menant à un taux de rénovation de 1% (à noter qu'un taux de rénovation de 3% est nécessaire pour respecter les engagements du pays)



0,39 Md€ - RRF

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

- Développement de la chaîne de valeur de l'hydrogène : 290 M€
- Réseau de transport H<sub>2</sub> et CO<sub>2</sub> : 100 M€



La Belgique a approuvé fin 2021 sa stratégie Hydrogène, marquée par une première phase de démonstrateurs pour sécuriser le lancement de la filière



0,18 Md€ - RRF

### DÉVELOPPEMENT DES ENR

- Ilot énergétique offshore : 100 M€
- Plateforme de recherche sur la transition énergétique : 30 M€



Malgré son potentiel important (5<sup>ème</sup> pays en termes de puissance EnR offshore), la majorité des gisements sont déjà exploités



0,05 Md€ - RRF

### DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

- Développement d'une industrie bas-carbone : 50 M€



Le secteur représente actuellement près de la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> du pays



0,07 Md€ - RRF

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

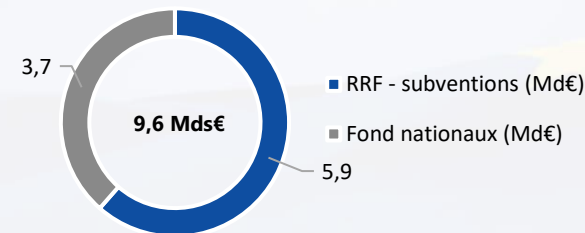
- Économie circulaire en Wallonie : 30 M€
- Initiative *Belgium Builds Back Circular* : 12 M€



La Belgique a sorti sa roadmap « [Vision Économie Circulaire 2030](#) » en mai 2021

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE

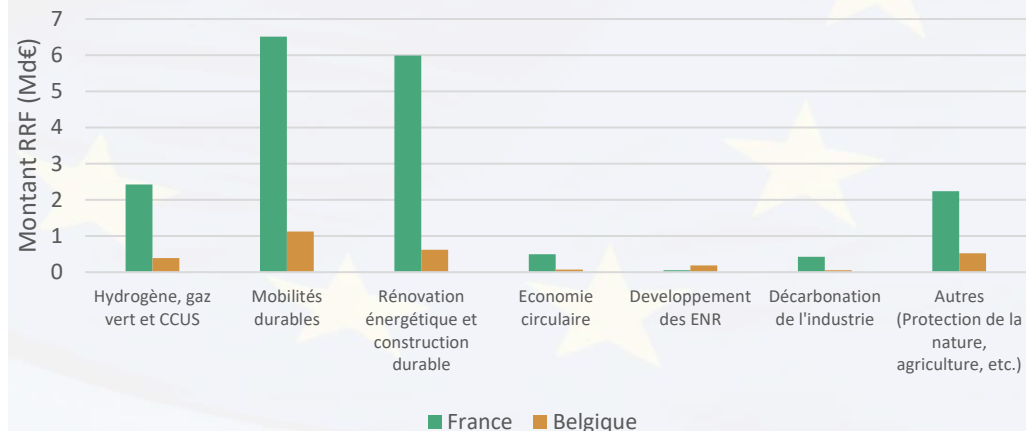


### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**50%**  
3 Md€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

### Montants alloués à la Transition Ecologique dans le cadre de la RRF



Avec un budget beaucoup plus réduit que la France, la Belgique accorde une priorité au développement de la mobilité durable, la rénovation énergétique et l'hydrogène. Les financements prévus pour le secteur des EnR électriques restent tout de même limités.

Près de 80% des fonds sont dédiés à des projets additionnels. De ce fait, et malgré la mise en œuvre des fonds dès 2021-2022, la majorité des projets ne sera pas livrée avant quelques années du fait du temps d'implémentation nécessaire.



### MOBILITÉS DURABLES

#### Subventions pour les infrastructures de recharge (61 M€)

- Gouvernement fédéral (32M€) :
- Acteurs éligibles : entreprises et particuliers
  - Projets éligibles : achats et installations de bornes de recharge pour les entreprises dans les espaces semi-publics
  - Déductibilité fiscale de 200% (jusqu'au 31/12/2022) puis de 150% (jusqu'au 31/08/2024)

Gouvernement flamand (29M€) → AAP public à venir



### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

#### Rénovation énergétique des infrastructures sportives (105,5 M€) mis en œuvre par [SPW Infrastructure et Mobilités](#)

- Acteurs éligibles : gestionnaires publics de bâtiments sportifs
  - Projets éligibles : investissement >300k€ pour des travaux de rénovation énergétique
  - Taux de couverture jusqu'à 70% des frais subsidiés (cf. CdC)
- [Cahier des charges](#)  
- [Formulaire de candidature](#)

#### Rénovation des logements sociaux (98,4 M€)

Les mesures de rénovation des logements sociaux sont mises en œuvres par les différentes institutions fédérales listées ci-dessous (acteurs éligibles : gestionnaires de logements sociaux)

- [Gouvernement flamand](#) : 35 M€ mis en œuvre par le [Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen](#)
- [Bruxelles capitale](#) : 43,4 M€ mis en œuvre par la [Sociétés Immobilières de Service Public](#)
- [Communauté germanophone](#) : 20 M€ mis en œuvre par l'[OWOB](#)

#### Rénovation de bâtiments publics

Les mesures de rénovation des logements publics sont mises en œuvres par les différentes institutions fédérales listées ci-dessous (acteurs éligibles : gestionnaires de bâtiments publics)

- [Gouvernement flamand](#) : 20 M€ mis en œuvre par la [VEB](#), doit être réalisé par une entité partenaire / Jusqu'à 50% de taux de subvention
- [Gouvernement wallon](#) : 60 M€ mis en œuvre par la [Région Wallonne](#)
- [Bruxelles capitale](#) : 32 M€ mis en œuvre par les autorités régionales et communales

#### Rénolab : Laboratoire de la rénovation (13,4 M€) mis en œuvre par [Bruxelles Environnement](#)

- Acteurs éligibles : entreprises de rénovation énergétique, entreprises de construction
  - Projets éligibles : travaux de rénovation (conception et/ou exécution) du bâti bruxellois, promotion de l'innovation et de la conception durable
  - Subventions et accompagnement technique. Le taux de couverture et les coûts financés dépendent de la thématique (cf. CdC)
- [Cahier des charges](#)  
- [Infos et candidature](#)

#### Réseaux de chaleur renouvelable (44 M€) mis en œuvre par [VEKA](#)

- Acteurs éligibles : entreprises investissant dans les réseaux de chaleurs
- Projets éligibles : installation de réseaux de chaleur
- Subventions des surcoûts d'installation par rapport à une [installation de référence](#)

- [Cahier des charges \(en flamand\)](#)
- [Lien de candidature](#)
- [Lauréat de l'édition 2021](#)

#### Recyclage Hub (30 M€) mis en œuvre par [OVAM](#)

- Acteurs éligibles : entreprises souhaitant investir dans des projets de recyclage et siégeant en Flandre
- Projets éligibles : amélioration du recyclage de ses déchets (nouvelles techniques, traitement innovant, etc.)
- Projet entre 500 k€ et 3 M€. Subventions jusqu'à 35% des coûts éligibles.

- [Cahier des charges](#)
- [Lien de candidature](#)

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

#### Belgium Builds Back Circular (29 M€) mis en œuvre par une coalition *ad hoc* à venir

- Acteurs éligibles : PME, industries, consultants
- Projets éligibles : projets de R&D

15 mars  
2022

Fin 2022

2025

2025

Déc  
2022

2026

2026

15 juin  
2022

T4  
2022

2026



# PORTUGAL

16,6 Md€ au titre de la RRF (*le pays n'a pas investi de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

Le Portugal a été relativement plus touché que les autres pays, avec une contraction du PIB de 8,4% en 2020. La Commission Européenne prévoit un retour au niveau pré-crise dès le premier semestre 2022. Le taux de chômage est resté stable (autour de 6,7%), grâce notamment aux mesures prises par le gouvernement (prêts et garanties au profit des entreprises pour maintenir le niveau de l'emploi). Par ailleurs, le Portugal fait face aux défis posés notamment par un fort taux de chômage des jeunes et un niveau d'investissement relativement bas dans l'éducation par rapport aux autres États-membres.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



2,1 Md€ - RRF

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE\*

- Efficacité énergétique des bâtiments résidentiels : 0,3 Md€
- Efficacité énergétique des bâtiments publics : 0,24 Md€



Programme de soutien « [Edifícios mais sustentáveis](#) » lancé en 2020. D'autres réformes du plan viennent prolonger cette initiative



1,1 Md€ - RRF

### MOBILITÉS DURABLES

- Extension des métros des villes de Lisbonne et Porto : 0,6 Md€
- Extension du réseau de recharge des véhicules électriques : 0,36 Md€



Lisbonne est déjà reconnue pour ses efforts en faveur de la transition écologique. Ces fonds viendront donc renforcer les ambitions ambitieuses de la ville



0,72 Md€ - RRF

### DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

- Appui à la décarbonation de la filière : 0,7 Md€
- Formation des entreprises : 0,01 Md€



Malgré les efforts consentis ces dernières années, le secteur industriel portugais ne remplit pas l'objectif de développement durable d'investissement et de dépenses R&D ([SDG 9](#))



0,33 Md€ - RRF

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Développement de la bioéconomie : 0,14 Md€



En termes d'économie circulaire, [le Portugal est en dessous des objectifs de l'UE](#). Davantage d'efforts doivent être réalisés sur cette thématique, notamment via le plan de relance



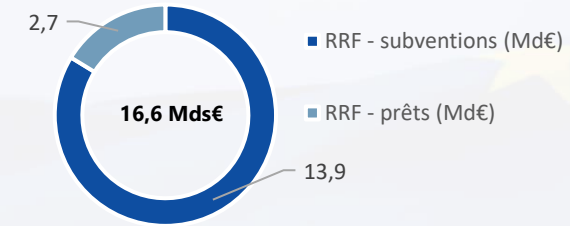
0,19 Md€ - RRF

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

- Investissement « Hydrogène et gaz renouvelables » : 0,18 Md€

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE

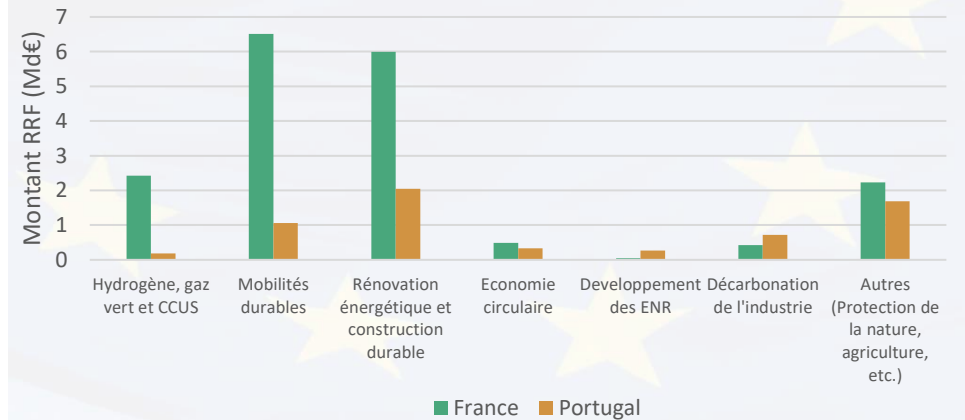


### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**38%**  
6,3 Md€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

### Montants alloués à la Transition Ecologique dans le cadre des fonds RRF



Les mesures concernant l'efficacité énergétique, que ce soit la construction, la rénovation de bâtiments ou l'amélioration des processus industriels représentent près de 3 Md€, soit environ la moitié des fonds alloués à la transition énergétique.

La mobilité durable est le deuxième secteur le plus financé de la transition écologique, avec environ 1 Md€ de financement, notamment via l'achat de bus zéro-émission ou l'installation de bornes de recharge.

En proportion, le Portugal investit plus que la France dans l'économie circulaire, le développement des ENR et la décarbonation de l'industrie. À noter également que le plan portugais prévoit un investissement à hauteur de 10% du RRF dans d'autres secteurs comme la protection de la mer et des forêts, montants apparaissant dans la catégorie « Autres ».

\* Les fonds relatifs à l'efficacité énergétique (notamment dans le domaine de la construction) se retrouvent en grande partie répartis entre les investissements de la composante 2 « Logement » (1,2 Md€) qui n'ont pas pour principal objectif la transition écologique.



→ Les AAP sont publiés en continu sur le site du plan de relance portugais, accessible [ici](#).



RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE ET  
CONSTRUCTION  
DURABLE

**Efficacité énergétique des bâtiments (610 M€)**, mis en œuvre par le [Fundo Ambiental](#)

Projets éligibles : rénovation énergétique des bâtiments. Plusieurs programmes :

- Programme d'Appui aux Bâtiments Plus Durables (300 M€) → Acteurs éligibles : bâtiments résidentiels. Subvention à hauteur de 85% par opération → [info et candidature \(en portugais\)](#)
- Aide aux bâtiments d'administration publique centrale (240 M€) → Acteurs éligibles : institution publiques. 5 M€ max par candidature → [informations et candidature \(en portugais\)](#)
- Aide aux bâtiments de service (70M€) → Acteurs éligibles : entreprises publiques et privées → [informations plan de relance \(en anglais\)](#) (candidature à venir)

Le [site du Fundo Ambiental](#) réunit toutes les aides en cours et à venir pour l'efficacité énergétique des bâtiments.

31  
mars  
2022



DÉCARBONATION  
DE L'INDUSTRIE

**Accompagnement à la décarbonation de l'industrie (705 M€)**, mis en œuvre par l'[IAPMEI](#)

- Acteurs éligibles : entreprises de toute taille du secteur de l'industrie
  - Procédés et technologie bas-carbone, efficacité énergétique, incorporation d'EnR et stockage
  - Taux de subvention en fonction de la taille de l'entreprise et du projet (cf. CDC p. 19)
- [Cahier des charges \(en portugais\)](#) et [contact](#)
  - [Lien de candidature](#)

29 avr  
2022

**Appui à la préparation des parcours de décarbonation des industries et formation des entreprises (10 M€)**, mis en œuvre par l'[IAPMEI](#)

- Acteurs éligibles : associations d'entreprises et centres technologiques
  - Conseil, formation, développement de plateformes d'information pour contribuer à la feuille de route de décarbonation des entreprises
  - Subventions jusqu'à 25% des ressources humaines, location d'équipements, services nécessaires aux actions (assistance technique, conseil, etc.)
- [Cahier des charges \(en portugais\)](#)
  - [Lien de candidature](#)

31  
mars  
2022



DÉVELOPPEMENT  
DE L'HYDROGÈNE  
RENOUVELABLE,  
GAZ VERT ET CCUS

**Soutien à la production d'hydrogène renouvelable et d'autres gaz renouvelables (62 M€)** mis en œuvre par le [Fundo Ambiental](#)

**(CLÔTURÉ)**

- Acteurs éligibles : personne morale publique ou privée
  - Projets de production de gaz/hydrogène à partir de sources renouvelables (TRL > 6)
  - Subvention pour couvrir le surcoût d'investissement dans une installation de production renouvelable par rapport à une installation de référence (fossile)
  - Un taux de subvention qui peut atteindre les 100%, avec un maximum de 5 M€ pour un financement unique, et 10M€ pour un cofinancement
- [Cahier des charges \(en portugais\)](#)

→ Les investissements dans l'Hydrogène et les gaz renouvelables représentant 185M€. Une deuxième vague de soutien à la filière est prévue prochainement.



# DANEMARK

1,5 Md€ au titre de la RRF (*abondés par 1,5 Md€ supplémentaires de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

Le Danemark a globalement réussi sa gestion de la crise de 2020, avec une baisse du taux de croissance de 2,7% en 2020. Cela est notamment dû à un faible impact de l'épidémie au début de la crise, ce qui a permis d'éviter les confinements. Le pays a mis en œuvre plusieurs mesures de soutien pour accompagner les entreprises et contenir le taux du chômage en dessous des 6%. Par ailleurs, à noter que le pays est leader en terme de transition énergétique, grâce notamment à un déploiement massif de l'éolien offshore (plus de 50% de l'électricité du pays).

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



317 M€ - RRF

### DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

- Investissement dans les actifs dédiés à la transition verte : 200 M€
- Efficacité énergétique dans l'industrie : 42 M€



225 M€ - RRF

### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Recherche dans l'économie circulaire pour le recyclage des déchets : 47 M€
- Développement de nouvelles technologies dans l'agriculture : 27 M€



Le Danemark est l'un des plus grands producteurs de déchets par habitant dans le monde. Le pays a donc pour priorité de développer le recyclage et de réduire ses capacités d'incinération



205 M€ - RRF

### RÉNOVATION ÉNERGETIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

- Remplacer les anciennes chaudières fossiles : 87M€
- Rénover les logements résidentiels : 76 M€



Les mesures de relance pour l'efficacité énergétique des bâtiments viennent abonder des dispositifs déjà existants, réunis sur la plateforme [SparEnergy.dk](https://sparenergy.dk)



101 M€ - RRF

### MOBILITE DURABLE

- Infrastructures de transport durable (borne de recharge pour vélos, pistes cyclables et ferries vert) : 98 M€



Le Danemark place la mobilité durable au cœur de ses priorités, et envisage d'interdire l'usage des voitures thermiques à l'horizon 2030



73 M€ - RRF

### HYDROGÈNE RENOUVELABLE, GAZ VERT ET CCUS

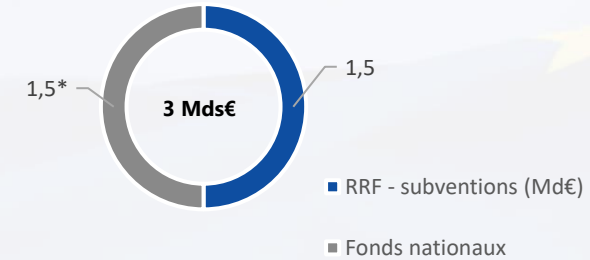
- R&D dans le Power-to-X : 47 M€
- Développement de la filière CCS : 27 M€



Objectifs de la stratégie nationale hydrogène : 15 % d'injection d'hydrogène vert dans les réseaux de gaz naturel, 5% d'H<sub>2</sub> vert dans la consommation d'énergie du secteur industriel

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE

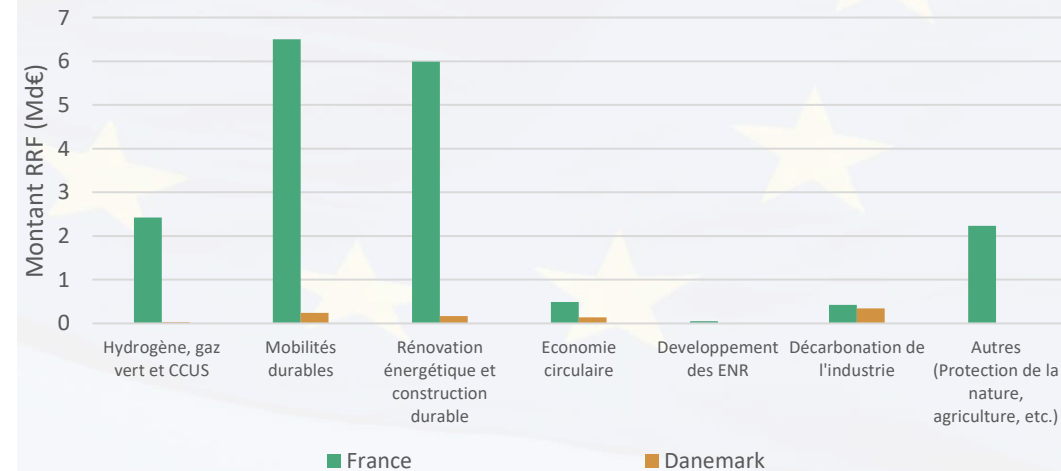


### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**59%**  
920 M€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

Montants alloués à la Transition Ecologique dans le cadre de la RRF



Avec 1,5 Md€ de budget RRF, le plan danois reste très limité par rapport aux autres pays de l'UE, et notamment la France.

Le pays focalise les efforts sur la décarbonation de l'industrie comme moyen de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau national, tout en continuant à développer les secteurs de la mobilité durable, de l'économie circulaire et de la rénovation énergétique.




**DÉCARBONATION  
DE L'INDUSTRIE**
**Efficacité énergétique dans l'industrie (42 M€)** mis en œuvre par [l'Agence de l'Energie danoise](#)

- Acteurs éligibles : entreprises industrielles
- Projet d'efficacité énergétique pour les entreprises privées de production ou de commerce
- Subvention jusqu'à 50% des coûts d'installation hors TVA à 1c€ du kWh économisé (maximum de 15M€)
- 5 vagues de candidatures en 2022 (accessible [ici](#))

- [Informations \(en danois\)](#)
- [Portail de candidature \(en danois\)](#)

(par  
vague)  
2022

**Fenêtre d'investissement (403 M€)** mis en œuvre par le [Ministère de la Taxation](#)

- Acteurs éligibles : entreprises et auto-entrepreneurs avec des profits taxables
- Augmentation de la base de dépréciation pour les investissements dans les actifs fixes de 16% du coût d'investissement → réduction du coût du capital pour favoriser l'investissement dans la transition verte

- [Informations \(en danois\)](#)

2025

**Dépréciation accélérée (172 M€)** mis en œuvre par le [Ministère de la Taxation](#)

- Acteurs éligibles : entreprises et auto-entrepreneurs avec des profits taxables
- Dépréciation immédiate des investissements en dessous de 3000 DKK (contre 14100 DKK avant) → inciter à l'investissement et permettre plus de liquidité pour les entreprises

- [Informations \(en danois\)](#)

2025

**Technologie climatique dans l'agriculture (26 M€)** mis en œuvre par le [ministère de l'Agriculture danois](#)

**(CLÔTURÉ POUR LE MOMENT)**

- Acteurs éligibles : institutions et acteurs de la recherche
- Recherche de technologies pour une solution de bio-raffinage
- Subvention de projet de R&D&I (montant allant de 35k€ - 2M€)

- Prochaine vague de candidature entre le 1<sup>er</sup> Juin et le 31 Août 2022
- [Informations \(en danois\)](#) et [contact](#)

31 août  
2022

**Remplacement des chaudières à gaz et au fioul (87 M€)** mis en œuvre par [l'Agence de l'Energie danoise](#)

- 3 schémas de subventions pour accélérer la transition vers des chaudières bas carbone (schémas déjà existants) :
  - o Subvention fixe de max 2,6 k€ pour les projet de conversion à destination des distributeurs de chaleur → [info et candidature \(danois\)](#)
  - o Régime de découplage : subvention des ménages pour se découpler du réseau de gaz → [info et candidature \(en danois\)](#)
  - o Subvention pour les entreprises offrant des PAC (3,3 k€ par pompe) → [info et candidature \(en danois\)](#)

2023

2026

2026

**Efficacité dans les bâtiments résidentiels (76 M€)** mis en œuvre par [l'Agence de l'Energie danoise](#)

- Acteurs éligibles : propriétaires de logements résidentiels
- Changement de sources de chaleur, rénovation et optimisation du fonctionnement du logement
- [Informations accessibles ici \(en danois\)](#), incluant l'accès à un calculateur de subvention

- Candidatures fermées pour le moment, réouverture prévue sur S1 2022

**Réorientation de la taxe d'immatriculation et de la faible taxe sur l'électricité pour la recharge des véhicules électriques (117 M€)** mis en œuvre par le [Ministère de la Taxation](#)

- Acteurs éligibles : foyers et entreprises
- Réduction des taxes (immatriculation et électricité pour la recharge) pour les véhicules bas-carbone pour les rendre plus compétitifs par rapport aux véhicules conventionnels

- [Informations sur la taxe d'immatriculation \(en danois\)](#)
- [Informations sur les autres réductions de taxe pour les véhicules bas carbone \(en danois\)](#)


**ÉCONOMIE  
CIRCULAIRE**

**RÉNOVATION  
ÉNERGÉTIQUE ET  
CONSTRUCTION  
DURABLE**

**MOBILITÉS  
DURABLES**



# LUXEMBOURG

93,3 M€ au titre de la RRF (*abondés par 89,8 M€ de fonds nationaux*)

## CONTEXTE MACRO ÉCONOMIQUE

Avec une baisse du PIB de 1,3% en 2020, le Luxembourg est l'un des pays européens les moins touchés par la crise du COVID, qui a réussi à rétablir rapidement l'équilibre de son économie. Le taux d'emploi a continué sa progression en 2020 (+2%), grâce notamment aux aides fournies par l'Etat.

## SECTEURS CLÉS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET AAP ASSOCIÉS



**30,5 M€ - RRF**  
(40 M€ au total)

### MOBILITÉS DURABLES

Le [plan climat énergie](#) prévoit l'expansion massive des transports publics, la promotion de la mobilité douce et une part de 49 % d'électromobilité à l'horizon 2030

**Mécanisme de soutien pour le développement des bornes de recharge,** mis en œuvre par le [Gouvernement Luxembourgeois](#) :

- Acteurs éligibles : personnes morales
- Soutien aux infrastructures de recharges électriques
- Entrée en vigueur d'une loi décrivant le mécanisme de soutien début 2022
- Plus d'informations sur la mise en œuvre dans le [plan de relance p. 55](#)

### RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DURABLE

[Enoprimes](#) : plusieurs programmes de soutien ainsi que des avantages fiscaux afin de favoriser l'efficacité énergétique des bâtiments et la construction durable

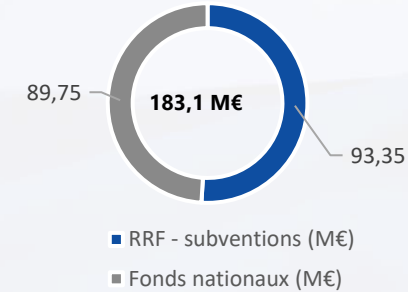
**Projet Neischmelz Dudelange** mis en œuvre par le [Gouvernement Luxembourgeois](#) :

- Reconversion d'une friche industrielle de 40 ha au sein de la ville de Dudelange, construction de plus de 1000 logements au sein d'un éco-quartier intégrant un approvisionnement énergétique renouvelable alliant géothermie et PV
- Lancement des travaux suite à un appel d'offres qui a permis d'analyser la faisabilité d'un système géothermique sur le site (quatrième trimestre 2022)
- Plus d'informations sur la mise en œuvre dans le [plan de relance p. 49](#)

**24 M€ - RRF**  
(51,5 M€ au total)

## FONDS DU PLAN DE RELANCE

### PROVENANCE DES FONDS DU PLAN DE RELANCE

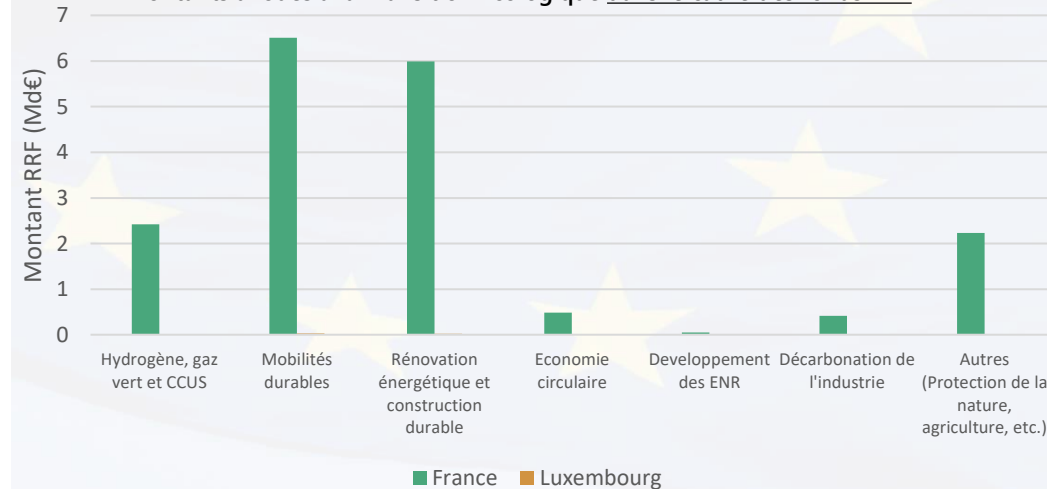


### PART DE LA RRF POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**61%**  
57 M€

## COMPARAISON AVEC LE PLAN FRANÇAIS ET ANALYSE

Montants alloués à la Transition Ecologique dans le cadre des fonds RRF



Le montant alloué dans le cadre du plan de relance luxembourgeois est le moins élevé de l'UE. De ce fait, les montants alloués aux différents secteurs ne sont pas visibles sur le graphique ci-dessus, en comparaison avec le plan français. Cependant, il s'agit du pays qui accorde la plus grande part des fonds à la transition écologique (61%). Les projets en lien avec cette dernière portent principalement sur la mobilité durable et la rénovation énergétique, et seront progressivement mis en œuvre en 2022, suite à l'adoption d'une loi permettant leur implémentation.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

---

- Bisciari, P, P Butzen, W Gelade, W Melyn, et S Van Parys. « The EU Budget and the Next Generation EU Recovery Plan: A Game Changer? », 2021, 39.
- CEPS RRF monitor. « Welcome to the CEPS Recovery and Resilience Monitor ». CEPSRRFmonitor. Consulté le 8 décembre 2021. <https://rrfmonitor-ceps.eu/homepage>.
- Conseil de l'UE. « Changement climatique : ce que fait l'UE ». Consulté le 12 janvier 2022. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/>.
- Epthinktank. « EU Recovery Package », 1 décembre 2021. <https://epthinktank.eu/2021/12/01/eu-recovery-package/>.
- Eurostat. « Taux de croissance du PIB réel - en volume ». Consulté le 12 janvier 2022. <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tec00115/default/table?lang=fr>.
- INSEE. « Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation | Insee ». Consulté le 12 janvier 2022. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381428>.
- European Commission - European Commission. « Recovery and Resilience Facility ». Text. Consulté le 12 janvier 2022. [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/recovery-coronavirus/recovery-and-resilience-facility\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/recovery-coronavirus/recovery-and-resilience-facility_en).
- Epthinktank. « Recovery and Resilience Facility\_National Allocations Available for Grants », 1 février 2022. [https://epthinktank.eu/2022/02/02/economic-and-budgetary-outlook-for-the-european-union-2022/recovery-and-resilience-facility\\_national-allocations-available-for-grants/](https://epthinktank.eu/2022/02/02/economic-and-budgetary-outlook-for-the-european-union-2022/recovery-and-resilience-facility_national-allocations-available-for-grants/).
- European Commission - European Commission. « The 2021-2027 EU Budget – What's New? » Text. Consulté le 14 janvier 2022. [https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2021-2027/whats-new\\_en](https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2021-2027/whats-new_en).

Les références des plans de relance :

Allemagne : [Deutscher Aufbau und Resilienz plan \(DARP\)](#)

Belgique : [Plan national pour la Reprise et la Resilience](#)

Danemark : [Denmark's Recovery and Resilience Plan – accelerating the green transition](#)

Espagne : [Plan de Recuperación, Transformación y Resiliencia](#)

France : [Plan national de Relance et de Résilience](#)

Italie : [Piano Nazionale Di Ripresa e Resilienza](#)

Luxembourg : [Plan pour la Reprise et la Resilience](#)

Portugal : [Recuperar Portugal, Coinstrudo o futuro](#)



## INDEX DES TABLEAUX ET FIGURES

---

### TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des fonds RRF pour l'ensemble des pays de l'UE.....	8
Tableau 2 : Principaux pays investissant dans les mobilités durables.....	13
Tableau 3 : Principaux pays investissant dans la rénovation énergétique.....	14
Tableau 4 : Principaux pays investissant dans les énergies renouvelables.....	14
Tableau 5 : Principaux pays investissant dans la décarbonation de l'industrie .....	15
Tableau 6 : Principaux pays investissant dans l'hydrogène renouvelable et bas-carbone .....	15
Tableau 7 : Principaux pays investissant dans l'économie circulaire.....	16

### FIGURES

Figure 1 - Allocation des fonds du CFP et de NextGenerationEU.....	6
Figure 2 - Instrument de relance NextGenerationEU .....	7
Figure 4 : Périmètre des pays étudiés et fonds RRF associés.....	8
Figure 5 : Répartition des montants absolus RRF entre les secteurs de la transition écologique.....	11
Figure 6 : Pourcentages d'allocation des fonds RRF entre les secteurs de la transition écologique.....	12

## SIGLES ET ACRONYMES

---

AAP	Appel à projet
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
CE	Commission Européenne
CFP	Cadre Financier Pluriannuel
EnR	Energies renouvelables
NGEU	NextGenerationEU
RRF	Recovery and Resilience Facility ( <i>programme pour la relance et la résilience</i> )
UE	Union Européenne

## L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

### LES COLLECTIONS DE L'ADEME



#### FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



#### CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



#### ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



#### EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



#### HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.